

REVUE DE PRESSE

20 octobre 2020

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *M*édias sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de
services scolaires
du Québec

PRODUIT PAR

influence



Centres de services scolaires

Les nouveaux conseils d'administration pleinement opérationnels!

Québec, le 16 octobre 2020 – Conformément aux exigences découlant de l'adoption du projet de loi n° 40, les nouveaux conseils d'administration des centres de services scolaires sont en place et pleinement opérationnels pour débiter leur important travail d'administration de notre réseau public d'éducation. La Fédération des centres de services scolaires du Québec félicite et souhaite bon succès à toutes les administratrices et tous les administrateurs.

La FCSSQ a récemment sondé ses membres sur la situation des conseils d'administration et le nombre de candidatures reçues pour les postes d'administrateurs.

« Malgré le contexte de la pandémie, nous constatons qu'il y a une très bonne réponse des gens de la communauté. Parmi la cinquantaine de centres de services scolaires sondés, plus de 600 personnes ont présenté leur candidature à un des postes. Ajoutons à cela qu'une grande majorité des conseils d'administration sont complets. Les directions générales sont engagées envers leur organisation, ils souhaitent que la nouvelle gouvernance fonctionne et je veux les en remercier », a affirmé M. Jacky Tremblay, président-directeur général par intérim de la FCSSQ.

Il y aura évidemment une période d'acclimatation pour les nouveaux membres des CA, de la formation sera nécessaire. La FCSSQ réaffirme son intention d'y collaborer et d'assurer l'atteinte des objectifs des nouveaux conseils d'administration : la persévérance et la réussite scolaires des élèves du Québec.

La Fédération des centres de services scolaires du Québec regroupe l'ensemble des centres de services scolaires francophones du Québec ainsi que le Centre de services scolaire du Littoral. Les centres de services scolaires veillent à la réussite scolaire de plus d'un million d'élèves en assurant des services éducatifs au primaire, au secondaire, en formation professionnelle et à l'éducation des adultes. La FCSSQ offre à ses membres des services en relations du travail, en ressources matérielles et informationnelles, en financement, en transport scolaire, en formation professionnelle, en services éducatifs aux jeunes et aux adultes, ainsi que de la formation. Conjointement avec le MEQ, la Fédération coordonne et dirige la négociation des matières nationales sectorielles des conventions collectives.

-30-

Source : Caroline Lemieux
Directrice des communications et des affaires publiques
Fédération des centres de services scolaires du Québec
Cell.: 418 570-9716
clemieux@fcssq.quebec
Twitter: @FCSSQc



La FCSSQ souligne l'engagement des directions d'établissements scolaires

Québec, le 19 octobre 2020 – La Fédération des centres de services scolaires du Québec tient à souligner le travail et le leadership des directions d'établissements scolaires dans le cadre de la Semaine des directions qui se déroule du 19 au 23 octobre 2020 sous le thème « *Directions d'établissements : essentielles, engagées, influentes.* ».

« Les élèves et les parents côtoient au quotidien des directrices et des directeurs dédiés à la persévérance et à la réussite. Ils exercent un leadership pédagogique essentiel auprès de leur équipe-école. Dans le contexte exceptionnel que nous vivons, nous avons pu compter sur des directions d'établissements engagées, redoublant d'efforts avec les membres du personnel des écoles, afin d'offrir un milieu d'apprentissage sécuritaire aux élèves. Profitons de cette semaine pour remercier les directions et les directions adjointes des écoles primaires, secondaires, des centres de formation professionnelle et de formation aux adultes », a affirmé M. Jacky Tremblay, président-directeur général par intérim de la FCSSQ.

La Fédération des centres de services scolaires du Québec regroupe l'ensemble des centres de services scolaires francophones du Québec ainsi que le Centre de services scolaire du Littoral. Les centres de services scolaires veillent à la réussite scolaire de plus d'un million d'élèves en assurant des services éducatifs au primaire, au secondaire, en formation professionnelle et à l'éducation des adultes. La FCSSQ offre à ses membres des services en relations du travail, en ressources matérielles et informationnelles, en financement, en transport scolaire, en formation professionnelle, en services éducatifs aux jeunes et aux adultes, ainsi que de la formation. Conjointement avec le MEQ, la Fédération coordonne et dirige la négociation des matières nationales sectorielles des conventions collectives.

-30-

Source : Caroline Lemieux
Directrice des communications et des affaires publiques
Fédération des centres de services scolaires du Québec
Cell.: 418 570-9716
clemieux@fcssq.quebec
Twitter: @FCSSQc

ACTUALITÉS

DES ADOS QUI JOUENT AVEC LE FEU

MAYSSA FERAH
LA PRESSE

Un feu dans la poubelle des toilettes. Des escaliers badigeonnés de liquide désinfectant. Du matériel informatique incendié. De retour en classe lundi, les élèves de l'école Curé-Antoine-Labelle avaient de quoi jaser dans la cour de récré. Des défis lancés à la blague sur les réseaux sociaux la semaine dernière ont dégénéré, et un jeune de 15 ans a été arrêté en lien avec l'affaire.

Mercredi dernier, un incendie vite maîtrisé a été déclenché dans les toilettes de l'école secondaire Curé-Antoine-Labelle. Le lendemain vers 15 h 30, c'était au tour d'un local d'informatique d'y passer. Les flammes ont anéanti des dizaines d'ordinateurs, causant des dommages estimés à 80 000 \$. L'école a été évacuée peu avant l'arrivée des pompiers et des policiers. Un jeune de 15 ans a été arrêté en lien avec l'événement et l'enquête se poursuit, confirme l'agente relationniste Julie Marois, du Service de police de Laval (SPL).

Pour entraîner des chutes, des jeunes ont renversé du liquide désinfectant sur des escaliers de l'école secondaire, la semaine passée. Une très mauvaise blague qui a blessé un membre du personnel.

« Ces gestes destructeurs auraient pour origine un défi lancé entre certains groupes d'élèves de l'école la semaine dernière », signale Annie Goyette, directrice adjointe des communications au centre de services scolaire de Laval.

GUERRE DE CLANS

Depuis quelque temps, les « pairs » et les « impairs » se font la guerre.

Pandémie oblige, ces élèves de l'école secondaire du secteur Sainte-Rose, à Laval, suivent leurs cours un jour sur deux. Ils sont divisés en deux groupes, les « pairs » et les « impairs ».

Il n'en fallait pas plus pour qu'une rivalité - d'abord frivole - s'installe chez certaines cliques dans chacun des groupes. Sur Snapchat et Instagram, ils se lançaient des défis pour « savoir qui était le meilleur groupe ». Ces gestes hasardeux sont habituellement à prendre au deuxième degré et le défi n'est jamais évoqué avec précision, ont soutenu plusieurs élèves de l'établissement en entrevue avec La Presse lundi matin. « Au début de l'année, certains faisaient du trouble juste parce qu'ils voulaient que l'école ferme. C'est vraiment une gang à part qui niaise et essayait de voir qui allait faire le plus de dégâts. » Le tout a dégénéré au milieu de la semaine dernière.

DES ÉLÈVES DÉNONCENT

« Ça m'inquiète, car ce genre d'événements est inhabituel. Je me sens un peu stressée d'y retourner [à l'école], mais j'ai confiance, car nous sommes beaucoup plus d'élèves à être contre ce "mouvement" que d'élèves qui sont pour ce genre de choses. Non seulement nous avons perdu 80 000 \$ de beau matériel qui nous servait à créer et avancer dans nos projets, mais des vies ont été mises en danger et, selon moi, c'est inacceptable », a expliqué une élève de cinquième

secondaire à La Presse.

Les discussions demeuraient animées parmi les élèves de quatrième et cinquième secondaires lundi matin. Dans la cour, on ne parlait que de ça. Au lieu de vapoter, on relisait des captures d'écran faisant mention des défis. On se partageait des photos du local rempli de fumée peu après l'incendie. « Ça ne donne pas le goût d'aller à l'école. Ils ne vont peut-être pas recommencer, mais ça fait deux fois pour les feux », a remarqué une adolescente qui fréquente l'école.

« Ma mère a vraiment hésité avant de m'envoyer ici ce matin. En même temps, il y a eu l'intervention de la police, ça a définitivement calmé le jeu. »

— Une élève de l'école Curé-Antoine-Labelle

LA DIRECTION RÉAGIT

« Les personnes impliquées dans les événements de la semaine dernière devront répondre de leurs actes puisqu'une enquête policière est en cours. Certains élèves ont également été suspendus », explique Annie Goyette.

« Des sanctions importantes au niveau scolaire seront imposées aux acteurs et aux complices de ces actes. Nous ne tolérerons pas de tels agissements dans notre milieu », peut-on lire dans une lettre transmise aux parents par la direction de cette école secondaire de 2300 élèves.

« Ce genre de défi circulant sur les réseaux sociaux peuvent parfois faire rire, parfois causer des blessures et dans le cas présent, être complètement déraisonné et dangereux. Il ne s'agit pas d'un jeu lorsque l'on allume un incendie. Nous vous invitons à avoir une bonne conversation avec votre jeune sur ses actions, leurs impacts et les dangers possibles suite à des gestes semblables. [...] Une vérification des téléphones, des sacs d'école pourrait vous permettre de vous rassurer sur la non-implication de votre enfant et pourrait aussi prévenir que ce dernier se rende à l'école avec des objets inappropriés, voire dangereux », suggère la lettre aux parents.

Rencontré sur les lieux, le directeur Stéphane Côté a refusé tout commentaire. La direction a abordé les faits avec l'ensemble des élèves vendredi à l'interphone. Des interventions ont ensuite été effectuées en classe avec les enseignants. On assure qu'une présence accrue du personnel sur le terrain permettra d'éviter que d'autres méfaits se produisent.

leSoleil

La demande explose sur le site d'Allôprof

JESSICA BEAUPLAT
LA PRESSE CANADIENNE

L'organisme d'aide aux devoirs Allôprof a connu une hausse d'achalandage fulgurante sur son site internet lors de la fermeture des écoles au printemps dernier.

Durant le confinement, des élèves de partout au Québec visitaient le site du matin au soir alors qu'en temps normal le site était plutôt achalandé en fin de journée.

«Il y a eu un véritable raz-de-marée au printemps : une augmentation de 60 % par rapport à une période comparable», souligne Marc-Antoine Tanguay, directeur de la stratégie de l'organisme.

«Les élèves se sont tournés vers le site pour faire l'école [à la maison] alors on a modifié les horaires pour pouvoir offrir de l'aide de 8 h à 20 h - en ligne, par texto ou téléphone.»

Un tel horaire aurait normalement été impossible puisque les professeur(e)s qui aident les jeunes enseignent aussi dans les écoles durant la journée.

Les professeur(e)s ont repris l'horaire habituel. Par ailleurs, les visites sur le site se sont stabilisées, « mais on remarque une augmentation de 25 % tout de même comparativement à l'an dernier », rapporte M. Tanguay.

Ce service d'assistance gratuit rejoint 55 % des élèves du Québec, soit 460 000 enfants. L'ambition d'Allôprof est de développer sa plateforme de telle sorte que d'ici 2022, 80 % des écoliers se tourneront naturellement vers ses services pour surmonter leurs difficultés scolaires, explique M. Tanguay.

Deux ans, donc, pour atteindre l'objectif, et la course a démarré avec le dévoilement du nouveau site à la rentrée. «Le site est beaucoup plus accessible, c'est plus facile de chercher et trouver du contenu. Il a été optimisé pour les cellulaires», ce qui est très important pour les jeunes, commente le directeur de la stratégie.

D'ailleurs le taux de satisfaction des utilisateurs est de 95 % selon un sondage réalisé par l'organisme à but non lucratif (OBNL), a fait savoir le porte-parole.

La plateforme peut désormais adapter ses contenus et les personnaliser selon le profil de chaque utilisateur.

«On regarde les élèves qui consultent les mêmes choses, on se sert de cette information pour leur proposer du contenu», dit M. Tanguay.

Les étudiants n'arrivent pas toujours à déterminer ce qu'ils veulent comprendre. Ils ne connaissent pas nécessairement le terme à employer, explique-t-il.

«C'est pour ça qu'on leur suggère du contenu consulté par des élèves au profil similaire, pour que ce soit toujours plus simple de trouver réponse à leur question. Pour qu'ils se disent sur ce site-là, on a compris mon problème!», affirme M. Tanguay.

Bien qu'ils y travaillaient avant la pandémie, M. Tanguay confirme que la refonte du site internet tombait à point. Depuis le confinement les jeunes ont été nombreux à visiter la plateforme tous les jours; en tout ce sont plus de 100 000 enfants qui la visitent régulièrement, commente-t-il. Des habitudes et des réflexes semblent s'être créés, selon lui.

L'OBNL met à la disposition de tous des fiches, exercices et vidéos qui couvrent une variété de matières du français aux mathématiques en passant par la science, au niveau primaire et secondaire.

«Les élèves viennent beaucoup sur le site pour les fiches d'informations», fait remarquer M. Tanguay. S'ils sentent le besoin de parler à un enseignant, ils contactent ensuite Allôprof, explique le porte-parole.

«Un élève qui communique avec Allôprof ne se sentira pas jugé, raconte-t-il, on va l'accompagner jusqu'à la fin.»

Pas juste pour les élèves

«Je ne sais pas s'ils savent à quel point je m'en sers», laisse tomber Micheline Bélanger dans un éclat de rire.

La maman d'une ado de troisième secondaire ne pourrait dire à quel moment exact elle est devenue adepte du site web d'Allôprof, mais elle avoue le visiter depuis plusieurs années.

«C'est tellement bien fait, tellement bien expliqué», dit-elle.

Elle s'y réfère pour utiliser le même langage que les professeur(e)s de sa fille pour les devoirs de français entre autres.

«J'écris bien en français, mais on ne nomme plus les choses de la même façon, explique-t-elle. Une fois, ma fille voulait que je lui explique le "GPrép", j'ai appris que c'était le groupe prépositionnel.»

Mme Bélanger se fie également au site dans le cadre de son travail comme script-éditrice pour des émissions jeunesse.

«Je suis vraiment enchantée! Tout est là [...] même les sciences. Je "trippe" sur ce site-là "ben raide" », renchérit-elle.

leSoleil

Un collectif en TI unique à Québec

CAPITALES STUDIO
UNE RÉALISATION DU SERVICE DE LA
PROMOTION

«Aucune autre ville au Québec, et même au Canada, ne compte une organisation qui ressemble à la nôtre. Le collectif de 58 sociétés-membres que forme Mon Avenir TI fait fi de la compétition pour promouvoir les carrières en technologie. Ce qui l'anime, c'est de soutenir de nouvelles initiatives et -d'alimenter le réseau de l'enseignement.»

Directeur général de l'OBNL fondé en 2012, Louis-André Marceau souligne que Mon Avenir TI a permis de créer des liens entre des secteurs d'affaires qui se parlaient peu auparavant. Au cours des trois dernières années seulement, le nombre de ses membres est passé de 19 à 58. Le directeur attribue le succès de la formule à l'écosystème unique que présente la ville, à sa qualité de vie et aux occasions d'embauche en TI qui ont pu s'y multiplier au fil du temps.

«Pour les jeunes du secondaire, la clientèle qui est principalement ciblée, les perspectives d'emploi sont très intéressantes, fait à son tour valoir Michel Loranger, président du conseil exécutif de Mon Avenir TI et dirigeant sortant chez SSQ Assurance. Nos actions visent à combattre certains préjugés et à démontrer qu'une carrière en TI demande de la créativité, de l'autonomie et de l'esprit d'équipe... Et qu'on n'y retrouve pas que des programmeurs!»

Le Code des filles et 42 Québec

Si le collectif se rend habituellement dans les classes afin d'y effectuer des présentations, initie des visites d'entreprises pour les élèves et participe aussi au Salon Carrière Formation, une adaptation de ses activités a été nécessaire cette année en raison de la pandémie. Mon Avenir TI collabore par exemple encore plus étroitement avec l'organisme Le Code des filles (LCDF), qui veut offrir une expérience positive aux filles – et aux autres jeunes – en matière de sciences et technologies et les inviter à participer activement à la transformation numérique.

«LCDF a lancé un défi qui s'intitule Numérise ton école! et qui donne la chance à deux écoles du primaire et cinq du secondaire de gagner le prêt de matériel informatique dernier cri, relate M. Marceau. Plusieurs de nos sociétés-membres parrainent des établissements, mais des entreprises extérieures peuvent le faire également. Nous sommes très présents dans le réseau de l'enseignement du primaire jusqu'au niveau universitaire et Mon Avenir TI est aussi partenaire du campus 42 Québec. Première du genre au Canada, cette initiative innovante proposera dès 2021 une formation de pointe en informatique. Elle vient enrichir l'offre pédagogique existante et augmenter le bassin de main-d'œuvre disponible aux multiples opportunités présentes.»

Prochain rendez-vous le 31 octobre

Entrevue et rédaction : Johanne Martin

My job as EMSB trustee is almost complete

After a productive year, one big task remains: to hire a new director general, Marlene Jennings says.

Nov. 6 will mark the end of my one-year mandate as a government-appointed trustee of the English Montreal School Board. On that same day, a new Council of Commissioners will be sworn in. As this transition takes place, I must admit the question Allison Hanes poses in her Friday column (“After a year of trusteeship, will the EMSB slide back into its old bad habits?”) is quite valid. However, allow me to bring another perspective on Quebec’s largest anglophone school board.

This past year, many significant positive changes have taken place at the EMSB, with much hard work, dedication, tears, laughter, plain belief in the extraordinarily dedicated and talented EMSB team, as well as jaw-dropping inspiration from the dedication, commitment and creativity of so many students, including those with special needs. In such circumstances, it is simply impossible to forget just how important is the work accomplished at every level of the board, and perhaps just as critical is our responsibility to place the needs of our student

population over and above any other consideration.

Among other key achievements over the last 12 months, we strengthened the board’s governance on many levels, adopted new policies and processes to make better decisions and display more transparency, we developed a new rapport of collaboration with other school service centres and government authorities — while always jealously defending our critical role in the education of Montreal’s anglophone minority.

We also initiated the transformation of the organizational culture and structure of the board to make it more productive and better equipped to face the challenges of education for a digital world.

I have met and worked closely with extremely dedicated and talented individuals at the EMSB. Many confided they had experienced for the first time in their career with the board the freedom to display their leadership and make decisions, to the direct benefit of each student, teacher and board employee.

Virtually all of them deserve my thanks and recognition.

My job is almost complete. However, one enormous piece of this work remains, which is to fill the director general position. I committed back in late July — after our former DG resigned and well before court decisions concerning Bill 40 — to lead a rigorous yet rapid process, and I intend to do everything in my power to uphold that commitment.

An extremely rigorous selection process was put into place under the guidance of legal experts as well as the executive headhunter firm Mandrake.

The selection committee is composed of Peter Dunn, a highly respected member of Quebec’s English-speaking minority communities with much experience in education; Caroline Phaneuf, outgoing president of EMSB’s Parents’ Committee; Ann Watson, EMSB’s director of Human Resources with more than 20 years of professional experience in this field; and finally, myself. Mandrake’s VP Isabelle Girard will also be part of the committee to continue to ensure our selection process abides by the most stringent HR practices.

I have extended on numerous occasions these past weeks an invitation to chair-

elect Joe Ortona to join this committee. He has refused, but I reiterate my invitation to him. In my view, his input and expertise would only make our committee stronger.

The importance of proceeding without delay is also heightened by the fact that the success of the ongoing EMSB transformation project will be highly dependent on the director general, who must be a recognized change agent with the strength of character, highly developed and proven integrity, and ethical values to lead EMSB’s administration and to gently but firmly guide and advise the chair and Council of Commissioners on proper governance.

The longer this position remains vacant, the higher the risk to the success of EMSB’s transformation project and action plan. This is the reason I will if possible, fill the position of EMSB’s director general before the end of my mandate, three weeks from now.

Marlene Jennings, a former Liberal MP, is trustee of the English Montreal School Board.



laTribune

La Croix-Rouge demandée en renfort au CHSLD de Lac-Mégantic

Marie-Christine Bouchard
La Tribune

Sherbrooke – De nombreux moyens sont présentement déployés dans le MRC du Granit afin de freiner la transmission de la COVID-19 dans cette MRC durement frappée par la deuxième vague de la pandémie.

Le CIUSSS de l'Estrie-CHUS a notamment demandé l'aide de la Croix-Rouge en raison de sa grande difficulté à avoir suffisamment de personnel pour répondre aux nombreux besoins au CHSLD de Lac-Mégantic, situé au quatrième étage de l'hôpital.

« Nous avons eu jusqu'ici une visite d'une équipe de la Croix-Rouge qui nous a fait quelques recommandations, par exemple sur l'affichage, mais des ressources humaines pourraient venir nous prêter main-forte dans les prochains jours », explique le président-directeur général du CIUSSS de l'Estrie-CHUS Stéphane Tremblay.

Entre le mois de mars et la fin août, on comptait 12 personnes infectées dans le MRC du Granit – une MRC d'environ 25 000 personnes. Il y a maintenant 204 personnes infectées dans cette MRC ayant Lac-Mégantic pour ville-centre, dont 110 cas sont toujours actifs.

« Elle est arrivée raide, cette deuxième vague », image Julie Morin, la mairesse de Lac-Mégantic.

Rappelons que la vague a commencé en touchant très durement le CHSLD de Lambton, situé à environ 30 minutes de Lac-Mégantic. Le bilan de l'écllosion est lourd : 22 des 29 résidents ont été atteints de la COVID-19 et six en sont décédés. Vingt-deux employés ont aussi été malades. Cette écllosion est maintenant stabilisée.

Puis, la semaine dernière, une seconde écllosion se déclare dans l'un des quatre CHSLD de la région : cette fois au CSSS du Granit. Jusqu'ici, 19 des 40 résidents sont atteints, ainsi que 12 employés.

Lundi, la Santé publique de l'Estrie a aussi déclaré une écllosion touchant sept résidents de la résidence privée pour aînés (RPA) Résidence Village Harmonie de Lac-Mégantic. Quand une écllosion survient dans une RPA, le CIUSSS du territoire a l'obligation de venir la soutenir.

élèves de deux écoles de la région, c'est-à-dire à la Polyvalente Montignac à Lac-Mégantic et l'école primaire Notre-Dame-de-Fatima de la même municipalité.

Réduire la circulation dans le bâtiment de l'hôpital

Parlons d'abord de la situation au CSSS de Lac-Mégantic. Dans ce bâtiment, on retrouve un hôpital, un étage entier consacré à une unité de soins et d'hébergement de longue durée, des services ambulatoires, un service de physiothérapie, etc.

Depuis plusieurs semaines, le point de services pour le dépistage de la COVID-19 était situé à l'intérieur même de l'hôpital, à proximité de l'entrée principale. Des personnes potentiellement contaminées se trouvaient donc à croiser des employés du CSSS ainsi que des patients qui venaient à des rendez-vous pour d'autres raisons.

Or cette situation sera bientôt terminée. À compter de mardi, le point de service de dépistage COVID-19 de Lac-Mégantic déménagera au 3294, rue Victoria, dans les « locaux de l'OTJ » prêtés par la municipalité de Lac-Mégantic.

« Nous nous plaçons comme partenaires du CIUSSS de l'Estrie-CHUS, et nous voulons les aider. Nous avons offert de prêter ce local afin de diminuer la circulation au CSSS, et c'est une très bonne nouvelle que le dépistage se fasse à partir de mardi dans un bâtiment qui y sera complètement dédié », soutient la mairesse de Lac-Mégantic.

Le milieu scolaire fait aussi face à des défis importants. À la Polyvalente Montignac de Lac-Mégantic, par exemple, le Centre de services scolaire des Hauts-Cantons (CSSHC) doit composer avec une écllosion au sein des classes de cinquième secondaire. Lundi, deux élèves supplémentaires ont été déclarés positifs à la COVID-19. Trois classes de cinquième secondaire étaient déjà en enseignement à distance. Il aurait fallu en ajouter deux autres puisque c'est vraiment à ce niveau que le virus circule entre les murs de l'école.

Ce nouveau coronavirus circule également parmi les

« Nous avons pris la décision de prendre une pause et que l'ensemble de nos élèves de cinquième secondaire recevraient de l'enseignement à distance cette semaine. On sait que ce n'est pas l'idéal, on aime mieux avoir nos élèves à l'école, mais on pense que c'est la meilleure décision dans les circonstances », signale Martial Gaudreau, directeur général du Centre de services scolaire des Hauts-Cantons (CSSHC).

Les activités parascolaires sont toutes suspendues cette semaine. « On a décidé de faire comme si, et je dis bien comme si on était en zone rouge, pour aider à limiter la propagation de la COVID-19 dans nos milieux », indique M. Gaudreau.

Pour l'enseignement à distance, « ce n'est pas comme au printemps », ajoute-t-il.

« Nous sommes prêts cette fois à donner de l'enseignement à distance. Jusqu'à présent, nous avons reçu des wow de la part des parents. Ils trouvent ça intéressant, ils trouvent que ça va bien. Nous avons aussi une équipe de soutien informatique pour aider les parents, et nous avons une équipe de psychologues et de psychoéducateurs disponibles pour aider le personnel et les élèves qui en auraient besoin. Avec notre expérience du printemps, on a bien attaché les choses pour que ça se passe bien », assure M. Gaudreau.

À l'école primaire Notre-Dame-de-Fatima, cinq groupes-classes sont maintenant fermés et reçoivent des cours à distance, dont deux qui se sont ajoutés au cours de la fin de semaine. « Nous avons trois groupes qui reviennent en classe à partir de mercredi », mentionne toutefois Martial Gaudreau.

Cette école primaire compte 324 élèves et 16 classes.

Détails pour le dépistage

« Les personnes qui désirent subir un test de dépistage doivent prendre rendez-vous (idéalement la veille pour le lendemain) en appelant au 1 855 244-1548 entre 8 h et 20 h du lundi au vendredi. Les plages de rendez-vous offertes seront du lundi au vendredi entre 9 h et 16 h », indique-t-on au CIUSSS de l'Estrie-CHUS.



ACCUEIL CATÉGORIES
MESSAGES DU GOUV.
INFO / ABONNEMENT
INSCRIPTION

[Retour](#)

Article du [mardi 20 octobre 2020](#)



PROJET DE LOI 66 : INFRASTRUCTURES

L'accélération réjouit et donne le vertige

[Paru le mardi 20 octobre 2020](#) |
[Catégorie:](#) Gouvernement &
Fonction publique

(LCP) La Commission des finances publiques aura besoin de quatre jours pour procéder à une consultation sur le projet de loi 66 de la présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure,

au nombre de 181.

Une vingtaine d'intervenants seront entendus dont l'Autorité des marchés publics, la Fédération des chambres de commerce, l'Association de la construction, le Vérificateur général et le Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal.

UMQ

Cet après-midi, l'Union des municipalités réclamera un « effet miroir » pour que les chantiers d'infrastructures municipaux soient soumis aux mêmes mesures d'accélération que celles prévues pour les projets d'infrastructures du gouvernement du Québec, et cela, particulièrement au niveau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Par ailleurs, l'UMQ demandera aux parlementaires de réformer dès maintenant la Loi sur l'expropriation puisqu'actuellement, selon elle, cette loi québécoise met à risque les projets, en allongeant les délais de réalisation et en faisant exploser les coûts.

FCCQ

La Fédération des chambres de commerce souhaite avoir des précisions quant à la présence de ces mesures saluées qui étaient dans la précédente mouture. Des amendements avaient été présentés dans le cadre du projet de loi 61, entre autres, pour moderniser la réglementation entourant la vente de produits alcoolisés. Aussi, du travail demeure à effectuer pour réduire le nombre de permis et d'autorisations exigés dans le secteur des ressources naturelles.

« On croit que les infrastructures font partie des solutions à mettre de l'avant pour la relance, mais il ne faudrait pas oublier les autres conditions favorisant la croissance économique recherchée. Entre autres, en s'attaquant à la rareté de main-d'œuvre bien présente avant la crise, mais aussi en favorisant les investissements en formation et dans les hautes technologies pour les entreprises. Nous comptons sur les ordres de gouvernement pour mettre en œuvre ces conditions gagnantes », déclare son président Charles Milliard.

ACQ

L'Association de la construction estime que la réglementation des 181 projets

L'ASSOCIATION de la construction estime que l'accélération des 181 projets d'infrastructures publiques est une excellente nouvelle dans le contexte économique actuel, tout en ajoutant quelques bémols. « Sous sa forme actuelle, nous craignons que trop peu de projets soient visés par un calendrier de paiement obligatoire. Si le gouvernement souhaite donner une chance à de nouveaux joueurs de soumissionner sur ces projets, nous croyons que la portée de l'arrêté ministériel concernant les délais de paiement devrait être étendue à l'ensemble des projets visés par le P.L. 66 », soutient le président Jean-François Arbour.

OUQ

L'Ordre des urbanistes appuie la volonté politique exprimée par la ministre Lebel de limiter à 181 les projets susceptibles de bénéficier d'une mesure d'accélération. Les mesures visant à limiter les délais judiciaires en matière d'expropriation sont une avancée comme le fait que les milieux humides et hydriques semblent, à première vue, ne pas être visés par des mesures d'accélération.

Mais l'ordre professionnel déplorera le maintien des dérogations que la nécessité de la relance ne peut justifier, aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme prévues dans le projet de loi 61, présenté puis abandonné en juin.

De plus, en contournant les mécanismes déjà prévus à la loi, le P.L. 66 risque, à l'instar du P.L.61, d'ouvrir une importante brèche dans le principe de reconnaissance des gouvernements de proximité que sont les municipalités et de remettre en cause les processus de planification déjà adoptés par les pouvoirs publics. Ces derniers sont pourtant jugés essentiels à un aménagement du territoire responsable et durable.

Pour leurs parts, le Centre québécois du droit de l'environnement, Équiterre, la Fondation David Suzuki, Greenpeace, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement et Vivre en Ville s'inquiètent du contournement des règles environnementales pour la construction, l'élargissement et le prolongement d'autoroutes.



[ACCUEIL](#) [CATÉGORIES](#) [MESSAGES DU GOUV.](#)
[INFO / ABONNEMENT](#) [INSCRIPTION](#)

[Retour](#)

Article du [mardi 20 octobre 2020](#)



FINANCES

« Les six prochains mois vont être difficiles »

Paru le [mardi 20 octobre 2020](#) | [Catégorie: Finances & Économie](#)

(LCP) Le ministre des Finances a indiqué hier devant la Commission des finances publiques qu'il déposera une mise à jour économique d'ici Noël.

Eric Girard indique que le déficit du gouvernement est maintenu à un ordre de grandeur de 15 milliards \$ pour 2020-2021. « On a une réserve de stabilisation de 15 milliards. Là, il y a un déficit. On est là pour aider les Québécois puis les entreprises à traverser une période difficile. S'il fallait que le déficit soit de 16 milliards, il sera de 16 milliards. » Il prévoit un retour à l'équilibre budgétaire en 2025-2026, mais, il cite une étude qui prévoit un déficit structurel de l'ordre 4 milliards \$.

« Avant l'arrivée de la pandémie, le Québec était au plein emploi et venait de connaître trois années de croissance exceptionnelle et donc, nous étions en position de force. Mais là, l'année 2020, la chute, le rebond partiel, 2021, ne nous permettra pas de récupérer la croissance que nous avons prévue en 2020 et 2021, et ça, il y a des défis associés à ça, des défis de finances publiques », explique-t-il.

« C'est indéniable que les six prochains mois vont être difficiles », a-t-il dit aux députés de l'opposition qui l'interrogeait.

Néanmoins, tout n'est pas complètement noir. « On a fermé 40 % de l'économie. Mais le déconfinement s'est aussi mieux passé que prévu. Et vous avez constaté que le Québec est la province qui a récupéré le plus d'emplois, la deuxième, en fait, après le Manitoba, qui a récupéré le plus d'emplois. Alors, je vous dirais que les revenus sont un peu mieux que prévu, ce qui dégage une marge de manoeuvre additionnelle », dit-il.

Mais dans l'ensemble, la chute du produit intérieur brut sera de l'ordre de 4 %. « C'est un peu moins pire que nous avons prévu », dit-il. Certains secteurs de l'économie vont être affectés plus que d'autres. M. Girard prévoit un retour à « une forme de normalité » en 2022.

Pour pallier au trou budgétaire, le Québec continue de réclamer d'Ottawa une hausse des transferts fédéraux sans condition et compte sur les autres provinces pour maintenir la pression sur le gouvernement fédéral.

« Les Québécois représentent 23 % de la population canadienne, 20 % de l'économie, la santé, c'est 43 % de notre budget en temps ordinaire, ce sera plus cette année. Nous disons, comme tous les gouvernements précédents, l'ensemble des premiers ministres, le conseil des fédérations l'a dit, que le fédéral doit augmenter sa contribution en santé. »

-30-

Autres articles du [mardi 20 octobre 2020](#)



mardi 20 octobre 2020

DYSFONCTION ÉRECTILE

Pas de remboursement pour les médicaments prescrits

Paru le [mardi 20 octobre 2020](#) | [Catégorie](#): Santé-Services sociaux-2-LAG

(LCP) Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, rejette la requête des pétitionnaires qui lui réclament le retrait des médicaments prescrits pour le traitement de la dysfonction érectile de la liste des cas d'exclusion de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Voici sa réponse déposée à l'Assemblée nationale :

« Pour déterminer la couverture d'un médicament da...

[Lire la suite](#)



mardi 20 octobre 2020

HLM : DÉPISTAGE DU RADON

« Seulement 4 % dépassaient la limite recommandée »

Paru le [mardi 20 octobre 2020](#) | [Catégorie](#): Habitation/logement

(LAG) De tous les logements du parc de HLM ayant fait l'objet d'un dépistage du [radon](#), « seulement 4 % dépassaient la limite recommandée de 200 Bq/m³ », indique la Société d'habitation dans son [rapport annuel](#) 2019-2020.

« Ce résultat est très positif puisqu'au début de l'exercice, le pourcentage avait été estimé à 10 %. Lorsque la limite recommandée est dépassée, les organismes doivent ...

[Lire la suite](#)



mardi 20 octobre 2020

PRIX DE L'ESSENCE

Hausse de 45 % des mises en demeure

Paru le [mardi 20 octobre 2020](#) | [Catégorie](#): Énergie

(LAG) Le nombre de mises en demeure que font parvenir des détaillants d'essence à leurs concurrents qui ne respectent pas le prix minimum fixé par la Régie de l'énergie poursuit sa progression d'une année à l'autre.

« Entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020, la Régie a reçu 1 474 copies de mises en demeure pour divers territoires du Québec, dont 1 345 sont considérées valides. Ces ré...

[Lire la suite](#)

leDroit

COVID-19: Une dizaine de nouveaux cas dans les écoles de la région

DANIEL LEBLANC

Le Droit

Une dizaine de cas de COVID-19 se sont ajoutés en milieu scolaire dans la région de la capitale fédérale au fil des dernières heures.

D'abord, un élève a été diagnostiqué positif au coronavirus dans chacune des quatre écoles secondaires du Centre de services scolaire des Draveurs (CSSD) depuis samedi, soit aux écoles polyvalentes de l'Érablière, Nicolas-Gatineau et Le Carrefour, ainsi qu'à l'école secondaire du Versant, où aucun cas n'avait été signalé depuis la rentrée scolaire.

Au Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSSPO), sept nouvelles infections ont été recensées depuis samedi. Les cas confirmés concernent les centres d'éducation aux adultes L'Arrimage, Saint-Raymond et Lucien-Brault, de même que l'école secondaire Mont-Bleu (2), l'école du Parc-de-la-Montagne et l'école du Marais.

Dans certaines écoles, comme Mont-Bleu, de l'Île et Nicolas-Gatineau, la barre de la dizaine de cas depuis le début de l'année a été atteinte.

Les écoles primaires du Boisé et St-Laurent, dans le secteur Buckingham, ont de leur côté signalé leurs premiers cas depuis le retour en classe au début septembre, indique le Centre de services scolaire au Coeur-des-Vallées (CSSCV).

À Maniwaki, le Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (CSSHBO) confirme que deux nouveaux cas de COVID-19 ont été détectés au pavillon de l'École Le Rucher.

Dans tous les cas, les personnes ou les groupes concernés ont été retirés et les écoles demeurent ouvertes.

Depuis la rentrée, plus de 120 cas ont été recensés dans les écoles de l'Outaouais.

À l'échelle provinciale, on comptait en date de vendredi dernier 1118 classes fermées et 2283 cas actifs au sein du

réseau de l'éducation.

En Ontario

Sur la rive ontarienne, le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) rapport actuellement 14 cas actifs (12 élèves et 2 membres du personnel), alors que cinq classes sont fermées, tandis qu'au Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE), on dénombre 17 cas actifs et sept classes en isolement. L'École secondaire catholique Franco-Cité est le seul établissement fermé. Il pourrait être rouvert après une période de 14 jours, soit dès jeudi, si la santé publique donne son feu vert.

En Ontario, selon la plus récente mise à jour, 1310 cas actifs sont actuellement recensés dans le réseau scolaire. Au total, 483 écoles sont touchées.

leNouvelliste

COVID-19: le Séminaire Saint-Joseph fermé jusqu'au 26 octobre

BRIGITTE TRAHAN

Le Nouvelliste

Trois-Rivières — Après avoir tenté par tous les moyens possibles, au cours des derniers jours, de freiner la propagation de la COVID-19 chez ses élèves et son personnel, le Séminaire Saint-Joseph s'est finalement résigné à fermer temporairement ses portes, lundi.

L'établissement, qui comptait 61 cas de COVID-19 parmi les élèves, a annoncé que l'enseignement sera malgré tout dispensé à ses élèves comme d'habitude, mais entièrement à distance à partir du mardi 20 octobre. L'école procédera de la sorte jusqu'au 26 octobre inclusivement et profitera de la pause pour désinfecter tous ses locaux.

Plusieurs classes de même que le personnel ont été testés, en fin de semaine, ce qui a démontré que les cas positifs étaient à la hausse dans l'école et que l'écllosion ne semblait pas vouloir ralentir.

C'est le premier établissement scolaire de la région, depuis la rentrée de septembre, qui doit basculer entièrement à distance pour faire la classe à ses élèves à cause de la pandémie. C'est aussi l'établissement qui a été le plus touché par le virus dans la région jusqu'à maintenant.

La semaine dernière, le directeur Dany Dallaire avait indiqué au Nouvelliste que l'équipe-école, de même que les élèves, étaient en mesure de basculer en enseignement à distance très rapidement au besoin. L'établissement est en effet équipé de manière à ce qu'un enseignant pourrait, s'il le devait, faire la classe de chez lui à un groupe physiquement présent dans un local. Cette méthode n'a toutefois pas été appliquée, jusqu'à présent, puisqu'il a fallu mettre l'école au complet sur pause et faire basculer tout le monde en virtuel.

«Nous sommes persuadés qu'il s'agit de la meilleure solution afin de mettre cette tempête derrière nous», indique la direction dans un communiqué envoyé aux parents lundi. Dany Dallaire a précisé au Nouvelliste que la décision a d'ailleurs été prise en collaboration avec la

Santé publique. «Ce n'est pas le scénario que l'on souhaitait», confie le directeur, mais dans les circonstances, c'était celui qui s'imposait à cause de la multiplication des cas.

La situation rendait d'ailleurs la prestation des services de plus en plus difficile pour les membres du personnel à mesure que ces derniers étaient mis en quarantaine en attendant les résultats de leurs tests ou à la suite d'un test positif.

La décision ne touche pas que le Séminaire. Des parents avaient en effet récemment manifesté leur inquiétude de voir les jeunes des écoles secondaires qui ne connaissent pas d'écllosion fréquenter le même transport scolaire que plusieurs élèves du Séminaire Saint-Joseph à l'intérieur des autobus de la STTR.

À la société de transport, on rappelle d'abord que les élèves, mais également tous les citoyens ayant des symptômes grippaux, déclarés positifs à la COVID-19 ou étant en attente d'un résultat de test doivent suivre la directive émise par la Santé publique de demeurer à la maison et ne devraient donc pas fréquenter les autobus de la STTR.

Le porte-parole, Charles-Hugo Normand, ajoute qu'une nouvelle directive avait d'ailleurs récemment été donnée aux élèves fréquentant le Séminaire Saint-Joseph de porter un masque chirurgical, et non seulement un couvre-visage, à l'intérieur des autobus.

Pour l'instant, le SSJ espère pouvoir revenir à la normale après le 26 octobre, mais Dany Dallaire explique que d'autres discussions auront lieu avec la Santé publique, d'ici là et que la situation sera réévaluée.

Malgré la situation, le directeur a tenu à souligner que la journée portes ouvertes du SSJ, qui se tenait le week-end dernier, a connu un franc succès avec 500 visiteurs.

Dans les autres écoles

Selon la plus récente liste de la Collecte nationale quotidienne pour le réseau scolaire public et privé datée du 16 octobre, c'est au Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy que se concentrent en ce moment les autres nouveaux cas de COVID-19 dans la région. Ces derniers sont survenus à l'école alternative Freinet, ainsi que dans les écoles Jacques-Héту, La Source, l'Académie sportive et Saint-François-d'Assise. De nouveaux cas viennent également d'apparaître où des cas avaient déjà été signalés. Il s'agit du Centre de formation professionnelle Bel-Avenir, de l'Académie les Estacades et de l'école Chavigny. Rien de nouveau à signaler sur cette liste du 16 octobre pour le CSS de l'Énergie, le CSS de la Riveraine, la Commission scolaire Central Québec ou les autres écoles privées.

Du côté de la STTR

Charles-Hugo Normand rappelle que les employés du réseau de transport s'affairent tous les jours à faire respecter le port du couvre-visage dans les autobus, et que la collaboration de tous est essentielle.

Présentement, la STTR n'accepte plus d'émettre de nouvelles cartes d'embarquement pour les élèves des différentes écoles secondaires de la région, note M. Normand, et le Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy a reçu la directive qu'aucune autre demande ne sera acceptée. Une directive qui vise à éviter les surcharges à bord, note-t-on. Ainsi, si un élève devait arriver dans la région au milieu de l'année scolaire par exemple, il ne pourra pas bénéficier des ententes de transport avec la STTR pour le transport scolaire intégré.

Nurses block bridges to bring attention to ongoing difficult working conditions

Move comes as union negotiating new collective agreement with province

JILLIAN
KESTLER-D'AMOURS

Nurses and other health-care workers blocked the Jacques-Cartier Bridge and Quebec Bridge on Monday morning, escalating pressure tactics to push the province to address working conditions they say have worsened during the COVID-19 pandemic.

Quebec continues to report more than 1,000 new COVID-19 cases a day, and Nancy Bédard, president of the Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, said many nurses are taking sick leave, retiring or quitting.

“It was already extremely difficult before the pandemic,” Bédard said in an interview. “(But COVID-19) came and exasperated health-care professionals even further.”

The union, which represents about 76,000 health-care workers, is negotiating a new collective agreement with the province.

The protests came amid growing concerns around whether Quebec's health-care network will be able to withstand the pressure of a second wave of the COVID-19 pandemic.

Jason Harley, an assistant professor in the department of surgery

at McGill University, conducted a survey of 64 nurses and 55 physicians in the McGill University Health Centre network in August, comparing their stress levels before and after the pandemic began.

Harley said the survey, completed with fellow McGill professor Tina Montreuil, found significant increases of stress, anxiety, depression and burnout among the workers.

Fifty per cent of nurses and 20 per cent of physicians surveyed were considering quitting, while they said difficulties finding a work-life balance and keeping up with management strategies to manage the pandemic were among their biggest stressors.

“There’s no question that our health-care professionals, they need support,” Harley said.

“It’s critical for our society that ... our health-care system is able to continue to function, especially in this period of time when it’s under extra strain and, in turn, the people who are providing us with care are under additional strain.”

Gatineau Hospital in the Outaouais region was forced to temporarily close its intensive care unit last month due to a nursing

shortage.

Meanwhile, the health agency for the Quebec City region said in an email Monday it is currently looking to fill 948 jobs across its network. That includes 172 vacant nursing and 120 auxiliary nursing positions, 66 vacancies in food services and 60 others in house-keeping.

Ahead of their protests on Monday, Quebec health-care workers said they wanted smaller patient-to-caregiver ratios and more stable and complete work teams. Bédard said 1,700 workers have quit since March 1.

Treasury Board president Sonia LeBel said she was “disappointed” the health-care workers chose to protest the way they did, adding that contract talks will continue.

The Canadian Press

QUEBEC'S COVID-19 NUMBERS

	Total	Change
Confirmed cases:	94,429	+1,038
Hospitalizations:	532	+5
Intensive care:	92	+4
Deaths:	6,044	+6



leSoleil

COVID-19: stress, anxiété et surcharge de travail chez les profs du cégep

STÉPHANIE MARIN
LA PRESSE CANADIENNE

Deux mois après la rentrée scolaire, le niveau de stress et d'anxiété de beaucoup d'enseignants du cégep est élevé, rapporte avec inquiétude un syndicat qui vient de sonder ses membres. Leurs tâches n'ont fait que s'alourdir avec la pandémie, et il faut que le gouvernement ajoute des enseignants pour que les profs n'y laissent pas leur santé, dit-il.

Michel Manning enseigne l'éducation physique au collège de Valleyfield.

Quand son cégep s'est récemment retrouvé en zone rouge, il a dû offrir tous ses cours en ligne. Cela a nécessité une réorganisation complète de ses classes et de son enseignement car jusqu'à ce moment, il enseignait en formule «hybride»: une partie en classe, une partie en ligne. Enregistrer des cours est plus long que de les offrir dans son gymnase avec ses élèves devant lui, dit-il. Et visionner les vidéos de ses 200-250 étudiants qui se filment pour qu'il puisse évaluer leur maîtrise des techniques sportives prend un temps fou.

Il évalue que son travail a augmenté de 20 à 30 % depuis le début de la pandémie.

«On doit changer l'approche, la structure des cours, les évaluations, ainsi que le suivi auprès des élèves.» Il souligne que les cours d'éducation physique au cégep ne consistent pas à laisser les élèves jouer au ballon : il s'agit d'une approche axée sur la santé.

Ce prof qui adore son travail a commencé à ressentir du stress et de l'anxiété depuis le début de l'année - un stress qu'il n'avait pas connu en 16 ans d'enseignement au collégial. «La charge est lourde.» Mais pour lui, pas question de laisser tomber les étudiants.

Diane Lafrance enseigne la littérature au cégep de Sherbrooke, qui se trouve actuellement en zone orange, où les élèves peuvent encore aller en classe en personne.

Mais les consignes sanitaires pour prévenir la propagation de la COVID-19 l'ont néanmoins obligée à séparer ses classes en deux.

Pour s'assurer que ses élèves réussissent à voir toute la matière, elle a choisi d'enseigner les autres heures de cours par Zoom, augmentant ainsi sa charge de travail.

«Ils ont besoin de plus d'encadrement», souligne l'enseignante dont les élèves sont souvent fraîchement arrivés au cégep, souvent après une fin de secondaire tronquée.

«J'ai voulu les rassurer en leur disant que je suis là pour eux. Qu'ils ne sont pas laissés à eux-mêmes», dit-elle. On a multiplié les plateformes sur lesquelles ils doivent réaliser leur travail et ce n'est pas toujours évident pour eux, donne-t-elle en exemple.

«Bombardée de courriels»

Mais tout cela prend du temps, dit cette enseignante qui rapporte être «bombardée de courriels» et qui doit faire beaucoup plus de rappels aux étudiants que d'habitude, et rédiger de multiples versions de ses examens, puisque les groupes sont scindés. Ils ne pourront être réutilisés car les étudiants peuvent faire des captures d'écran et les remettre à leurs amis.

Les enseignants rencontrent toutes sortes de difficultés techniques lorsqu'ils enregistrent des cours de trois heures, tentent de télécharger leurs examens sur des plateformes en ligne avec lesquelles ils ne sont pas familiers et cherchent à anticiper comment les élèves pourraient tricher.

Elle a choisi de ne pas réduire le nombre d'examens pour que les élèves ne soient pas confrontés à une évaluation comptant pour beaucoup de points - ce qui peut être une source de stress. Mais son choix entraîne plus de travail pour elle.

«Je suis plus fatiguée, plus stressée, plus anxieuse», dit-elle, ajoutant que déjà trois collègues dans son département sont en congé de maladie depuis le début de la session.

«On doit revoir notre enseignement constamment.»

Le sondage a été effectué par plusieurs syndicats affiliés à la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN). Plus de 2400 professeurs de cégeps publics y ont participé. Le coup de sonde a été mené entre le 21 septembre et le 12 octobre.

« Je suis plus fatiguée, plus stressée, plus anxieuse »

— Diane Lafrance enseignante de littérature au cégep de Sherbrooke

Les résultats sur la détresse psychologique des professeurs inquiètent particulièrement Yves de Repentigny, le vice-président responsable du regroupement cégep au sein de la FNEEQ-CSN.

Il rapporte que 22 % des personnes ayant participé à l'enquête se sont classées à un niveau élevé de détresse dans l'échelle Kessler-6, qui vise à mesurer la détresse psychologique.

«Je suis tombé à la renverse; 22 %, c'est énorme», dit-il.

Par exemple, 37 % des répondants rapportaient être nerveux «la plupart du temps».

Le sondage indique aussi qu'un pourcentage important des répondants estiment que plusieurs aspects de leur travail leur prennent désormais plus de temps, passant dans certains cas du simple au double : la préparation des cours (93 %), l'encadrement des étudiants (83 %), la préparation des stages (74 %) et la correction (69 %).

M. de Repentigny aimerait pouvoir dire aux enseignants du cégep : tenez bon, cela va mieux aller à la session d'hiver.

Mais pour qu'ils puissent respirer un peu, il faudrait que leurs classes comptent moins d'élèves, et cela sera possible en embauchant plus d'enseignants, fait-il valoir.

Pour les aider, il faut leur donner du temps, a-t-il martelé en entrevue. Pour cela, il faut réduire la taille des classes ou donner moins de cours aux enseignants.

«Si je n'avais pas besoin de diviser mes groupes en deux, je pourrais faire le suivi de mes élèves sans m'épuiser», estime Mme Lafrance, qui espère un financement additionnel du gouvernement pour embaucher plus de profs.

Il est possible de trouver des enseignants - bien que dans certaines disciplines cela puisse être ardu - notamment en donnant de pleines tâches à des enseignants à temps partiel, ajoute M. de Repentigny.

Il reconnaît que le ministère de l'Éducation a offert des formations sur l'enseignement en ligne, et rendu disponibles des technopédagogues. «Mais ça ne règle pas du tout, dit-il, et n'allège pas les tâches d'encadrement.»

La formation a été reçue, convient M. Manning, mais en accéléré. «On était un peu laissés à nous-mêmes.»

La FNEEQ regroupe quelque 35 000 enseignants - dont plus de 15 000 dans les cégeps publics et privés.

Il évalue que son travail a augmenté de 20 à 30 % depuis le début de la pandémie.

Ce prof qui adore son travail a commencé à ressentir du stress et de l'anxiété depuis le début de l'année - un stress qu'il n'avait pas connu auparavant.

Diane Lafrance enseigne la littérature au cégep de Sherbrooke, qui se trouve actuellement en zone orange, où les élèves peuvent encore aller en classe en personne.

Mais les consignes sanitaires pour prévenir la propagation de la COVID-19 l'ont néanmoins obligée à séparer ses classes en deux.

Pour s'assurer que ses élèves réussissent à voir toute la matière, elle a choisi d'enseigner les autres heures de cours par Zoom, augmentant ainsi sa charge de travail.

«Ils ont besoin de plus d'encadrement», souligne l'enseignante dont les élèves sont souvent fraîchement arrivés au cégep, après une fin de secondaire tronquée.

«J'ai voulu les rassurer en leur disant que je suis là pour eux. Qu'ils ne sont pas laissés à eux-mêmes», dit-elle.

«Bombardée de courriels»

Mais tout cela prend du temps, dit cette enseignante qui rapporte être «bombardée de courriels» et qui doit faire beaucoup plus de rappels aux étudiants que d'habitude, et rédiger de multiples versions de ses examens, puisque les groupes sont scindés.

«Je suis plus fatiguée, plus stressée, plus anxieuse», dit-elle, ajoutant que déjà trois collègues dans son département sont en congé de maladie depuis le début de la session.

Le sondage a été effectué par plusieurs syndicats affiliés à la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN). Plus de 2400 professeurs de cégeps publics y ont participé.

Les résultats sur la détresse psychologique des professeurs inquiètent particulièrement Yves de Repentigny, le vice-président responsable du regroupement cégep au sein de la FNEEQ-CSN.

Il rapporte que 22 % des personnes ayant participé à l'enquête se sont classées à un niveau élevé de détresse dans l'échelle Kessler-6, qui vise à mesurer la détresse psychologique.

«Je suis tombé à la renverse; 22 %, c'est énorme», dit-il.

Par exemple, un pourcentage important des répondants estiment que plusieurs aspects de leur travail leur prennent désormais plus de temps, passant dans certains cas du simple au double : la préparation des cours (93 %), l'encadrement des étudiants (83 %), la préparation des stages (74 %) et la correction (69 %).

M. de Repentigny aimerait pouvoir dire aux enseignants du cégep : tenez bon, cela va mieux aller à la session d'hiver.

Mais pour qu'ils puissent respirer un peu, il faudrait que leurs classes comptent moins d'élèves, et cela sera possible en embauchant plus d'enseignants, fait-il valoir.

La FNEEQ regroupe quelque 35 000 membres - dont plus de 15 000 enseignants - dans 46 cégeps, 41 établissements privés et 13 syndicats d'université.

Les infirmières manifestent sur deux ponts



Mécontentes de leurs négociations avec Québec, les infirmières de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) ont perturbé la circulation, lundi midi, sur le pont Jacques-Cartier (notre photo), à Montréal, et sur le pont de Québec. À Québec, la FIQ a carrément bloqué la circulation des deux côtés du pont. À Montréal, la circulation était bloquée en direction sud seulement, à l'entrée du pont Jacques-Cartier. « C'est pas normal. Je suis d'accord que ce n'est pas normal qu'on doive entreprendre des actions comme on a fait aujourd'hui. Je pense que toute la population le sait que la surcharge de travail, actuellement, n'a plus aucun sens », s'est exclamée en entrevue Nancy Bédard, présidente de la FIQ. « Ils ne nous prennent pas au sérieux. On n'est pas entendues par ce gouvernement. La convention collective de la FIQ est échue depuis le 31 mars. Ses principales revendications portent sur les moyens de réduire la surcharge de travail. Pour sa part, la présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, a réitéré sa volonté de conclure une entente avec cette grande organisation syndicale, qui représente 76 000 infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et perfusionnistes cliniques dans l'ensemble du Québec.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR



À LA UNE Manifestations

Des infirmières épuisées veulent être entendues

Elles ont barré l'accès hier aux ponts de Québec et Jacques-Cartier à Montréal

Des infirmières et inhalothérapeutes ont bloqué hier avant-midi les ponts de Québec et Jacques-Cartier pour dénoncer leur épuisement dû aux heures supplémentaires interminables.

**CLARA LOISEAU ET
CATHERINE BOUCHARD**
Le Journal de Montréal et Le Journal de Québec

« Les professionnelles en soins ne sont pas entendues par le gouvernement, alors elles veulent être vues en passant à l'action. Devant l'état de la situation à la table des négociations, où l'avancement sur la surcharge de travail, sur l'établissement des ratios est très difficile, elles ont voulu démontrer à quel point elles sont déterminées », explique la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), Nancy Bédard.

Vers 11 h et pendant une trentaine de minutes, moins d'une centaine d'infirmières ont barré l'entrée de l'infrastructure qui relie Longueuil à la métropole, en direction sud, occasionnant un peu

de trafic sur l'avenue Papineau.

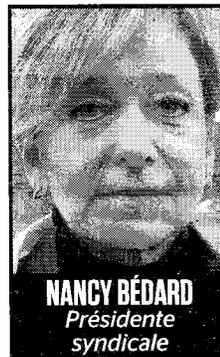
Du côté de la capitale nationale, entre 100 et 150 professionnels de la santé ont traversé le vieux pont, à partir de Lévis.

Depuis le 31 mars, la convention collective des 76 000 travailleurs de la santé affiliés à la FIQ est échue. La mobilisation organisée hier avait pour objectif de dénoncer la lenteur des négociations.

« DE PIRE EN PIRE »

Selon la vice-présidente de la FIQ, Linda Lapointe, l'ancienne ministre de la Santé Danielle McCann avait dit qu'elle mettrait fin aux heures supplémentaires obligatoires ou qu'elle apporterait des solutions.

« Force est de constater qu'il n'y a rien, c'est pire que pire, lance M^{me} Lapointe. Et on se fait souvent reprocher qu'il y en a, des postes à temps complet, et que les professionnelles ne veulent pas les prendre. Mais ça dépend de la charge de travail et



du temps obligé. » Et pendant que la deuxième vague de la pandémie frappe le Québec et le monde entier, les infirmières, infirmières auxiliaires et les inhalothérapeutes sont plus qu'épuisées, ajoute M^{me} Bédard.

« RÉSISTANCE »

« [Lors des négociations], on sent qu'il y a une grande résistance au ministère, dans l'appareil gouvernemental. Il faut que les vœux que le ministre [Christian] Dubé adresse tous les jours

à la population se transforment en actions à la table des négociations », exhorte-t-elle.

La présidente de la FIQ précise que d'autres gestes seront posés dans les prochains jours, dont samedi et dimanche.

La ministre responsable de l'Administration gouvernementale, Sonia LeBel, a indiqué sur Twitter être déçue des choix de la FIQ pour manifester et assure vouloir une entente dans les meilleurs délais.

Le ministère de la Santé n'a pas commenté.



leSoleil

Des «anges gardiens» sur les ponts

BRIGITTE BRETON
LE SOLEIL

CHRONIQUE / Ce n'est pas sur les ponts que la population veut voir des «anges gardiens» en période de pandémie.

Si la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) prend un pari risqué en ralentissant la circulation automobile, le gouvernement Legault joue gros aussi en n'envoyant pas rapidement le signal que les conditions de travail vont s'améliorer dans le réseau de la santé aux prises avec des pénuries de personnel.

C'est bien beau de qualifier les employés des hôpitaux et des CHSLD d'anges gardiens et de travailleurs essentiels, ainsi que de les remercier pour leur précieux travail et leur dévouement.

Mais, vient un moment où les marques d'appréciation doivent se traduire en actions concrètes, en réorganisation du travail et en contrats de travail qui ne rendent pas malades et qui ne donnent plus envie de partir au privé ou hâtivement à la retraite.

À moins, qu'une fois de plus, le gouvernement et la population estiment que les employés de la santé du secteur public, en majorité des femmes, peuvent encore attendre, que leurs conditions d'exercice ne sont pas aussi pénibles que le prétendent leurs syndicats.

Les conventions collectives des salariés de l'État sont échues depuis la fin de mars. Si le gouvernement Legault s'est d'abord montré empressé au printemps de conclure des ententes, les règlements se font toujours attendre. Même pour les préposés aux bénéficiaires, pourtant un groupe ciblé par l'équipe caquiste.

Invitée lundi à commenter la manifestation des membres de la FIQ, la présidente du Conseil du Trésor, Sonia Lebel, a dit vouloir arriver à une entente dans les meilleurs délais.

Même si elle reconnaît que c'est un droit de manifester pour passer des messages, Mme Lebel, qui a remplacé Christian Dubé au Conseil du Trésor, se dit par ailleurs déçue du choix des actions de la FIQ.

Défiler en rangs serrés fait bien sûr sourciller en cette période où chacun est invité à limiter ses contacts.

Une manifestation sur le pont de Québec ou le pont Jacques-Cartier, à Montréal, a sûrement aussi pour le gouvernement le défaut d'être très visible.

Cela devient difficile pour Québec de prétendre que les négociations avancent sûrement et rondement quand des infirmières, des infirmières auxiliaires et des inhalothérapeutes traversent un pont avec leurs pancartes et perturbent la circulation.

Le gouvernement Legault jouit encore d'une grande popularité dans la population. Celle-ci est par ailleurs aussi sensible au sort des milliers d'infirmières du réseau. Du moins, lorsque celles-ci sont au chevet des malades et non dans la rue pour revendiquer des améliorations à leurs conditions de travail.

De quel côté va pencher l'opinion publique si les pourparlers se corsent, si les actions syndicales viennent perturber le trafic?

Nancy Bédard, la présidente de la FIQ, compte sur la compréhension du public. «Nous faisons le pari que la population comprendra que les professionnelles en soins veulent exercer leur profession dans des conditions humaines et sécuritaires.»

Il coûte cher humainement et financièrement de se retrouver avec des équipes de soins réduites et épuisées. C'était vrai avant et ce sera encore vrai après la pandémie.

D'où l'importance dans la présente ronde de négociations de trouver des solutions pérennes plutôt que de recourir à des sparadraps.

leNouvelliste

CSS du Chemin-du-Roy: des portes ouvertes virtuelles pour les écoles secondaires

AMÉLIE HOULE
Le Nouvelliste

Trois-Rivières – Comme l'ont fait les écoles privées de la région dernièrement, les six écoles secondaires du Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy tiendront également leur événement annuel portes ouvertes de manière virtuelle cette année, pandémie oblige.

En effet, entre le 21 et le 29 octobre, les portes ouvertes de l'école secondaire Chavigny, de l'école secondaire des Pionniers, de l'école le Tremplin, du collège de l'Horizon, de l'Académie les Estacades et de l'école secondaire l'Escale s'effectueront sous forme de rencontres d'information virtuelles.

Pour ce faire, à l'aide de capsules vidéo, les établissements profiteront de l'occasion pour mettre de l'avant leurs différents programmes et concentrations afin d'aider les jeunes à valider leur choix et à explorer toutes les possibilités qui s'offrent à eux.

Malgré le caractère exceptionnel de la chose, il sera tout de même possible pour les futurs élèves et leurs parents de poser des questions comme ils l'auraient fait sur place aux membres du personnel qui leur répondront en direct, selon un horaire défini.

Ainsi, c'est l'école secondaire Chavigny qui part le bal le mercredi 21 octobre, de 18 h à 21 h, suivie de l'école secondaire des Pionniers le lendemain, soit le jeudi 22 octobre, de 18 h à 21 h, et de l'école secondaire le Tremplin de 18 h à 20 h. Le mercredi 28 octobre, de 18 h à 21 h, c'est le collège de l'Horizon qui fera de même. L'Académie les Estacades et l'école secondaire l'Escale fermeront quant à elles la marche le lendemain, soit le jeudi 29 octobre, de 18 h à 21 h.

Ceux et celles qui souhaitent avoir plus d'informations sur le fonctionnement de ces rencontres sont invités à consulter le site du Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy.

leQuotidien

COVID-19: 47 cas de plus au Saguenay-Lac-Saint-Jean

ANNE-MARIE GRAVEL
LE QUOTIDIEN

La situation ne s'améliore pas au Saguenay-Lac-Saint-Jean où 47 nouveaux cas de COVID-19 ont été répertoriés lundi. La région compte maintenant un total de 797 cas depuis le début de la pandémie, un nombre qui a pris beaucoup d'ampleur au cours des derniers jours.

La situation ne s'améliore pas au Saguenay-Lac-Saint-Jean, où trois personnes sont décédées des conséquences du coronavirus, lundi, pendant qu'on répertoriait 47 nouveaux cas de COVID-19. La région compte maintenant un total de 797 cas depuis le début de la pandémie, un nombre qui a pris beaucoup d'ampleur au cours des derniers jours.

Deux des trois décès ont été constatés au CHSLD Isidore-Gauthier, à Alma. La troisième personne qui a rendu l'âme était hospitalisée.

Le virus continue de progresser sur le territoire régional, comme le démontrent les chiffres publiés par le CIUSSS. Bien que l'on compte 499 personnes rétablies de la maladie, on dénombre aussi 266 cas actifs sur le territoire régional, parmi lesquels 18 personnes sont traitées à l'hôpital et deux sont aux soins intensifs.

Les réseaux locaux de service (RLS) de Chicoutimi et de Lac-Saint-Jean-Est sont les endroits où le virus a infecté le plus de gens depuis le début de la pandémie, soit 260 et 259 respectivement.

Parmi les autres faits saillants de la journée, on remarque un nouveau foyer d'éclosion au département D2 de l'hôpital de Chicoutimi. Deux nouveaux cas y sont répertoriés pour l'instant.

Les écoles du Lac frappées

Cinq écoles du Lac-Saint-Jean comptent de nouveaux cas de COVID-19. Deux d'entre elles sont touchées par le coronavirus pour une première fois.

Des élèves des écoles Saint-Pierre, Garnier, Maria, du Pavillon Wilbrod-Dufour et de l'École secondaire Camille-Lavoie ont été déclarés positifs au coronavirus entre vendredi et dimanche.

Le nouveau cas décelé à l'école Saint-Pierre porte à deux le nombre de personnes infectées au sein de cet établissement. Un deuxième groupe a donc été placé en isolement.

Il s'agit d'un quatrième cas au Pavillon Wilbrod-Dufour. L'élève fait partie d'un groupe déjà placé en isolement.

L'École secondaire Camille-Lavoie comptabilise un 3e cas déclaré positif. Le groupe de la personne infectée est placé en isolement jusqu'à nouvel ordre.

L'école Garnier et l'école Maria font quant à elles face à la situation pour la première fois. Le groupe de la personne infectée dans chacune des écoles a été placé en isolement.

État de la situation | 19 octobre au Saguenay-Lac-Saint-Jean | 2020

Cas confirmés	▲ 47	797
Cas actifs		266
Personnes rétablies		499
Décès	▲ 3	32
Hospitalisation		13

leQuotidien

Début des travaux de rénovation à l'école Albert-Naud

KATHERINE BOULIANNE
LE QUOTIDIEN

Les travaux de construction d'un nouveau gymnase sont lancés, à l'école Albert-Naud d'Alma. L'établissement scolaire devrait donc pouvoir profiter des nouvelles installations dès la rentrée 2021.

La première pelletée de terre s'est tenue dans les derniers jours sur les terrains de l'école primaire. Le nouveau plateau sportif, dont le coût de construction est estimé à 5 millions de dollars, permettra désormais la pratique de nouvelles activités sportives. L'ancien gymnase ne respectait plus les standards d'aujourd'hui, notamment quant à ses dimensions.

L'école entreprendra aussi le changement des portes et fenêtres, des couvre-planchers, ainsi que du système de chaufferie. La cour d'école sera également embellie et le stationnement refait. Ces réfections supplémentaires se chiffrent quant à elles à 2,5 millions de dollars.

L'annonce de la construction du nouveau gymnase avait été faite en juin 2019, pour un montant original de 3,8 millions de dollars. La somme allouée par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a ensuite été revue, en tenant compte des nombreux besoins de l'école Albert-Naud.

L'école Bon Conseil d'Hébertville-Station s'était également vue octroyer 5,9 millions pour la construction d'un nouveau gymnase. Dans ce cas-ci, les travaux devraient débiter en novembre prochain.

Le conseil d'administration officiellement en fonction pour le Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy

Par Salle des nouvelles



Photo: Courtoisie

Le nouveau mode de gouvernance scolaire prend place officiellement aujourd'hui au Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy (CSSCDR), comme partout à travers le Québec. Le tout premier conseil d'administration est maintenant en fonction et tiendra sa première séance le mercredi 21 octobre prochain.

Pour le directeur général du Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy, Luc Galvani, le processus de composition du conseil d'administration s'est bien déroulé : « Nous avons reçu plusieurs candidatures de grande qualité pour siéger à notre conseil d'administration. J'ai pu constater l'intérêt des gens à s'investir dans le secteur de l'éducation. »

Un conseil d'administration composé de 15 personnes

L'organisation peut maintenant compter sur les compétences et les connaissances de 15 personnes:

Rosemarie Boucher, directrice adjointe à l'efficacité opérationnelle au centre administratif, s'ajoute aux membres du conseil d'administration à titre de membre observateur, sans droit de vote.

Un engagement important

Ces nouveaux membres seront chargés d'administrer les affaires du Centre de services scolaire dans le but d'assurer une saine gestion des fonds publics, tout en veillant à ce que l'ensemble de ces 73 établissements bénéficient des conditions gagnantes pour réaliser leur mission éducative.

Membres parents	<ul style="list-style-type: none"> • David Lafrance, district 1 • Hugo-Pierre Bellemare, district 2 • Denis Boudreault, district 3 • Julie Saulnier, district 4 • Jean-Michel Hamelin, district 5
Membres du personnel du CSSCDR	<ul style="list-style-type: none"> • Kim St-Jacques, représentante du personnel de soutien • Elisabeth Paquin, représentante du personnel professionnel • Sophie Bourassa-Rheault, représentante du personnel enseignant • Annie Dubois, représentante des directions d'établissement • Francis Dostaler, représentant du personnel cadre
Membres de la communauté	<ul style="list-style-type: none"> • Pierre Soucy, expertise en matière de gouvernance, d'éthique, de gestion des risques ou de gestion des ressources humaines • Franco Tomas, expertise en matière financière ou comptable ou en gestion des ressources financières ou matérielles • Luc Massicotte, personne issue du milieu communautaire, sportif ou culturel • Louis Brunelle, personne issue du milieu municipal, de la santé, des services sociaux ou des affaires • Myriam Beauchamp, personne âgée de 18 à 35 ans

Selon la Loi sur l'instruction publique, les fonctions et pouvoirs de ce conseil d'administration sont :

- de s'assurer qu'un soutien adéquat est apporté aux écoles et aux centres;
- de veiller à la pertinence et à la qualité des services éducatifs offerts par le Centre de services scolaire;
- de s'assurer de la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières dont dispose le Centre de services scolaire.

Toute personne intéressée à en savoir davantage sur les réunions du conseil d'administration doit consulter le site Web du Centre de services scolaire : <https://www.csduroy.qc.ca/renseignements-generaux/conseil-dadministration/>

Possibilités d'amendes de 560\$

Respect des mesures de santé publique: des visites policières en milieu scolaire

Par Salle des nouvelles



Les policiers sont présents aux abords des écoles afin d'assurer le respect des mesures de protection de la COVID-19. - Photo: Courtoisie

Dans la foulée des efforts supplémentaires demandés par le gouvernement pour prévenir la propagation de la COVID-19, des tournées de sensibilisation en milieu scolaire sont effectuées par les policiers de la Direction de la police de Trois-Rivières.

Avec le passage en zone rouge, des mesures de protection additionnelles telles que le port du couvre-visage par tous les élèves de niveau secondaire, en tout temps dans les lieux communs et sur le terrain de l'école, ainsi que le maintien de la distanciation sociale, doivent dorénavant être appliquées.

Possibilités d'amendes de 560\$ pour refus d'application des mesures

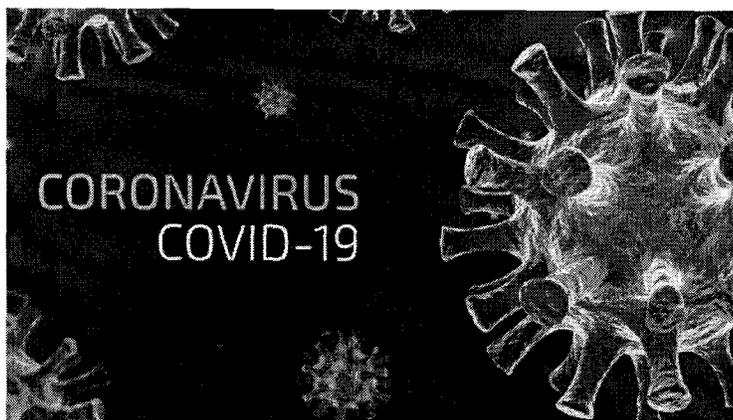
De ce fait, la collaboration des services policiers est demandée pour la réalisation d'activités de sensibilisation et d'information orientées principalement aux abords des écoles. Le but est d'agir de façon ciblée auprès des étudiants. Les policiers ont donc amorcé la visite des écoles secondaires mardi et celles-ci se poursuivent jusqu'à jeudi.

Par la suite, des visites aléatoires seront effectuées auprès des institutions scolaires de niveau secondaire.

De plus, la collaboration des parents à la maison est demandée afin d'entretenir leur enfant sur l'importance du respect des mesures sanitaires concernant le port du couvre-visage et du respect de la distanciation physique. Des amendes de 560 \$ pour les mineurs qui refusent d'appliquer ces mesures sont prévues en vertu de la loi sur la Santé publique.

Milieus scolaires: trois cas positifs de COVID-19

Antoine Desrosiers



Trois cas positifs de COVID-19 ont été diagnostiqués dans des milieux scolaires de la région, au cours des dernières heures.

Un cas a été recensé à l'École Lambert de Saint-Joseph, alors qu'un autre s'est ajouté à la Polyvalente des Abénaquis de Saint-Prosper.

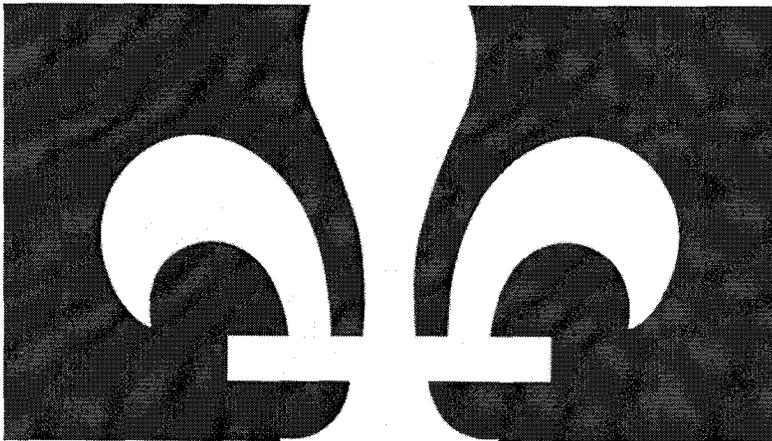
L'autre cas positif est à la Polyvalente de St-Georges, où 27 élèves sont en isolement préventif, à la suite de l'enquête épidémiologique.

Dans tous les cas, les écoles demeurent ouvertes pour les élèves non-isolés et le transport scolaire se poursuit.

Les établissements concernés continuent de mettre tout en œuvre pour éviter une nouvelle propagation.

Trois groupes scolaires fermés

Alain Faucher



Facebook

Le Centre de services scolaire des Appalaches ferme trois groupes localisés dans trois établissements différents, et ce, en raison de la déclaration de cas confirmés de COVID-19.

Par mesure préventive, la classe de 4^e année à l'école Paul VI, située à East Broughton, est fermée jusqu'au 30 octobre inclusivement. Également, le groupe 03 de quatrième secondaire à la Polyvalente de Thetford Mines et le groupe 02 de cinquième secondaire à la Polyvalente de Black Lake. Les élèves de ces deux groupes seront en isolement préventif jusqu'au 28 octobre inclusivement.

Une lettre a été envoyée aux parents pour les aviser de la situation et leur demander de suivre les consignes de la Direction de la santé publique. Les employés ont été informés par leurs directions.

Nouveaux groupes en confinement à la polyvalente La Samare de Plessisville

Hugues Laroche

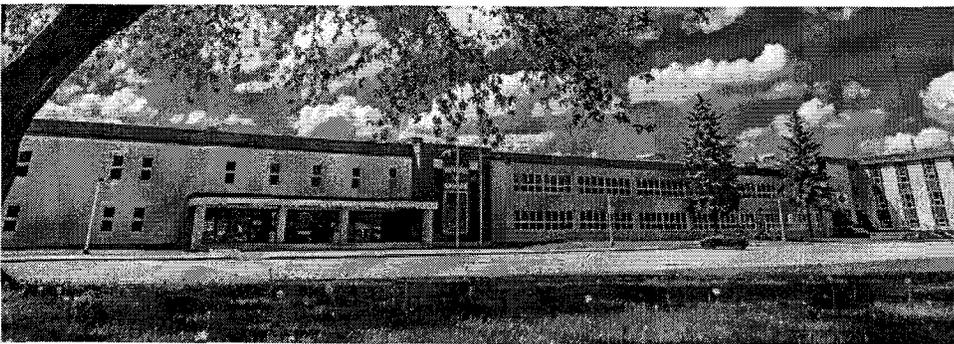


Photo: CSSBF - Martin Proulx

De nouveaux groupes ont été mis en confinement à la polyvalente la Samare de Plessisville.

Ainsi, un cas positif lié à la COVID-19 a mené au confinement préventif d'un groupe de 3e secondaire, d'une équipe de volleyball ainsi que deux autres personnes.

Cela porte à 47 le nombre de personnes ayant été infectées par le coronavirus au sein de l'établissement.

La décision de confinement a été prise selon les recommandations de l'équipe de la santé publique de la Mauricie et du Centre-du-Québec.

Ces personnes seront en confinement jusqu'au 22 octobre inclusivement.

7,5 M\$ seront investis au total dans l'école

Les travaux pour le nouveau gymnase de l'école Albert-Naud d'Alma commencent



Par Jean-Francois Desbiens, Journaliste



Josée Maltais, technicienne en bâtiment au CSS du Lac-Saint-Jean, Véronique St-Gelais, membre du conseil d'établissement de l'école Albert-Naud, Dave Corneau, directeur du Service des ressources matérielles CSS du Lac-Saint-Jean, Mme Claudine Maltais, directrice de l'école Albert-Naud et Marc-Pascal Harvey, directeur du CSS du Lac-Saint-Jean. - Photo: Courtoisie

Les travaux de construction pour le nouveau gymnase de l'école Albert-Naud d'Alma ont officiellement commencé la semaine dernière, signale le Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean.

L'annonce pour la construction de ce nouveau gymnase avait été faite en juin 2019 en même temps que celui de l'école Bon-Conseil d'Hébertville-Station.

Le budget alloué au départ était de 3,8 M\$, mais le Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean a eu la confirmation du ministère que le montant sera ajusté à la hausse selon les besoins de l'école pour un total d'environ 7,5 M\$.

De ce montant, 5 M\$ seront utilisés pour la construction du gymnase et 2,5 M\$ seront utilisés pour effectuer les réfections suivantes dans l'école :

- changer les portes et fenêtres;
- remplacer le système de chaufferie;
- refaire le stationnement;
- changer le revêtement de plancher et les luminaires.

Les entreprises qui ont été retenues pour la réalisation des travaux sont :

Entrepreneur général : Unibec
Architecte : Ardoises architecture
Ingénieur : WSP

Si tout se déroule comme prévu, les élèves devraient avoir un nouveau gymnase et une école rénovée pour la rentrée 20201-2022.

En ce qui concerne les travaux pour le gymnase de l'école Bon-Conseil d'Hébertville-Station, ils devraient commencer en novembre.

Nouveau conseil d'administration pour le CSSVT

Par Marie-Claude Pilon, Journaliste

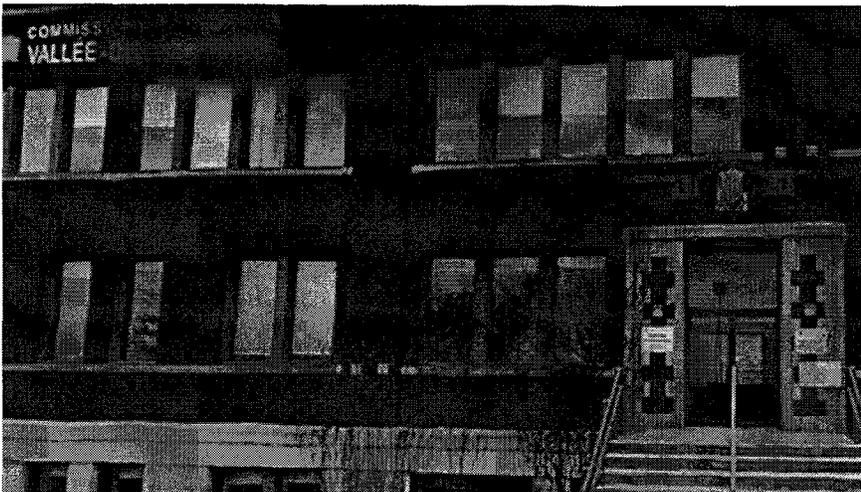


Photo: Marie-Claude Pilon

À la suite des modifications apportées à la Loi sur l'instruction publique par la Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaire, le Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands a procédé à l'élection de son premier conseil d'administration qui entre en fonction ce jeudi 15 octobre.

Le conseil d'administration du CSSVT est composé de personnes compétentes, aux profils diversifiés et reconnues par leur milieu, soit cinq parents d'élèves, cinq membres de la communauté et cinq membres du personnel scolaire.

Le président et le vice-président seront désignés parmi les membres parents lors de la première séance publique du conseil d'administration qui aura lieu le 21 octobre prochain. Les membres du conseil d'administration sont appelés à définir les grandes orientations du centre de services scolaire, à s'assurer que celui-ci respecte la mission qui lui est confiée et les lois qui lui sont applicables, ainsi qu'à prendre des décisions fondées sur une saine gestion des fonds publics.

Les membres du conseil d'administration doivent également s'assurer qu'un soutien adéquat est apporté aux établissements d'enseignement et veiller à la qualité des services éducatifs offerts aux élèves, jeunes et adultes. Les membres sont appelés à établir la répartition de sommes importantes dédiées au bon fonctionnement de l'organisation, de façon que cette répartition soit juste et équitable pour tous les établissements, en toute transparence.

Voici la nouvelle composition du conseil d'administration du CSSVT formé de parents, de membres du personnel scolaire et de représentants de la communauté.

Membres parents :

- Marc Lupien - District 1 (Saint-Eugène (Beauharnois), Notre-Dame-de-la-Paix, Saint-Étienne, Jésus-Marie, Saint-Paul, Patriotes-de-Beauharnois);
- Annie Perron - District 2 (Sacré-Coeur (Sainte-Martine), Sainte-Martine, Saint-Urbain, Montpetit (Saint-Chrysostome), Saint-Jean);
- Anick Lacroix - District 3 (Centrale Saint-Antoine-Abbé, Omer-Séguin, Notre-Dame-du-Rosaire, Notre-Dame, des Jeunes-Riverains, Notre-Dame-de-l'Assomption, Arthur-Pigeon);
- Yurisan Posada - District 4 (Marie-Rose – Saint-André, Élisabeth-Monette, Montpetit (Salaberry-de-Valleyfield), Sainte-Agnès, Saint-Joseph-Artisan, Sacré-Coeur (Salaberry-de-Valleyfield), Saint-Eugène (Salaberry-de-Valleyfield));
- Anne-Marie Martel - District 5 (Langlois, Frédéric-Girard, Notre-Dame-du-Saint-Esprit, Edgar-Hébert, de la Traversée, de la Baie-Saint-François).

Membres représentant le personnel :

- Nathalie Beaulieu, membre représentant le personnel de soutien;
- Marie-Claude Richer, membre représentant le personnel professionnel non enseignant;
- Robin St-Pierre, membre représentant le personnel enseignant;
- Annie Léger, membre représentant le personnel d'encadrement (ayant le droit de vote);
- Claude Labonté-Pouliot, membre représentant le personnel d'encadrement (sans droit de vote);
- Marc Brichau, membre représentant les directions d'établissement.

Membres représentant la communauté :

- Yannick Brière - personne détenant une expertise en matière de gouvernance, d'éthique, de gestion des risques ou de gestion des ressources humaines;
- Judy-Fay Ferron - personne détenant une expertise en matière financière ou comptable ou en gestion des ressources financières ou matérielles;
- Jean-Paul Livenais - personne issue du milieu communautaire, sportif ou culturel;
- Vincent Séguin - personne issue du milieu municipal, de la santé, des services sociaux ou des affaires;
- Catherine Leblanc - personne âgée de 18 à 35 ans.

« Nous sommes enthousiastes à l'idée de collaborer avec nos nouveaux administrateurs. Nous avons reçu de nombreuses candidatures de grande qualité de personnes qui ont à cœur nos élèves et la communauté scolaire de la Vallée-des-Tisserands. Nous félicitons tous les membres élus et tenons à remercier les candidats de leur implication pour l'avenir de notre communauté », souligne M. Marc Girard, directeur général.

Le CA du CSS Marie-Victorin est constitué



Les 15 personnes recherchées pour former le conseil d'administration du Centre de services scolaire Marie-Victorin entrent en fonction.

Le CA du CSS Marie-Victorin compte sur l'engagement de cinq parents, de cinq représentants de la communauté et de cinq membres du personnel du CSS.

Les membres du personnel sont : Sylvie Côté, Roch Desjardins, Sophie Gagnon, Lyne Marcheterre et Dominique Migner et Sophie Dubé, qui ne participe à aucun vote.

Du côté des Membres représentant les parents : Stéphanie Quirion, Nicola Grenon, Geneviève Lamoureux, Nicolas Brosseau et Gérard Pierre.

Finalement, pour les membres représentant la communauté : Caroline Kilsdonk, Jasmin Roy, Serge Mainville, Bruno Marcoux, et Pier-Olivier Lacoursière.

D'ailleurs, ce mardi en soirée a lieu l'activité portes ouvertes virtuelles à la formation professionnelle.

Auteur : Henri-Paul Raymond

Les services de garde scolaires ont du mal à recruter



Le recrutement d'éducatrices en service de garde en milieu scolaire est une préoccupation annuelle, mais a pris de l'ampleur durant la pandémie. (archives).
PHOTO : CBC/ROBERT SHORT

Annie-Claude Luneau

Le Centre de services scolaire de Rouyn-Noranda peine à recruter suffisamment d'éducateurs et éducatrices en service de garde pour prendre soin de tous les élèves, au point où certaines écoles demandent aux parents qui sont en télétravail de venir chercher leurs enfants pour le dîner ou d'autoriser les élèves de 5e et 6e année à manger seuls à la maison.

Cette pénurie de personnel qualifié dans les services de garde scolaires ne date pas d'hier, mais est amplifiée par les règles sanitaires, admet Vincent Boutin, directeur des ressources humaines au CSS Rouyn-Noranda.

Cette année, avec l'arrivée de la COVID-19 et le concept des bulles-classe, c'est venu mettre une pression supplémentaire, ça nous a demandé d'avoir davantage d'éducatrices en service de garde que les années passées, explique-t-il. En plus de demander la collaboration des parents, le Centre de services scolaire va aussi lancer une campagne de recrutement et de rétention.

Le directeur des ressources humaines ajoute qu'il tente d'améliorer les conditions de travail.

On est en train de mettre une formation en place pour ceux qui sont déjà en place, une formation qui est en partie payée pour que les éducatrices aient une attestation d'études professionnelles en main à la fin de l'année scolaire. On est en train d'essayer de voir aussi comment on peut bonifier les heures qu'on offre à nos éducatrices en service de garde, dit-il.

Ce qu'il faut savoir, c'est qu'on a quand même plusieurs besoins qui sont de 7 heures et demie par semaine, on est conscient que ce n'est pas particulièrement alléchant, on est en train de voir comment on peut avoir des conditions de travail un peu plus attrayantes, mentionne Vincent Boutin. Pour l'instant, M. Boutin refuse d'envisager la possibilité de devoir refuser des enfants.

Présentement, on y arrive encore. On va s'assurer de donner le service, quitte à réaffecter ou redéployer du personnel à l'interne pour être capable de donner le service, conclut-il.

Autobus Manic prend le virage vert



Par Charlotte Paquet



Autobus Manic est le premier transporteur scolaire à passer aux autobus propulsés au propane sur la Côte-Nord. On aperçoit le directeur général de l'entreprise, Mario Gallant, près de l'un des quatre autobus livrés la semaine dernière. Vingt-deux autres sont attendus.

Autobus Manic prend le virage vert avec la conversion d'une très grande partie de sa flotte en véhicules propulsés au propane, une première dans le monde du transport scolaire sur la Côte-Nord.

Quatre autobus au propane ont été livrés la semaine dernière. Vingt-deux de plus sont attendus sont attendus d'ici la fin de novembre. Il ne restera plus ensuite que cinq véhicules roulant au diesel, principalement des autobus de remplacement.

« On prend le virage environnemental », lance Mario Gallant, directeur général de l'entreprise de Baie-Comeau, filiale de Sogesco à Drummondville.

Les deux principaux avantages reliés à la propulsion au propane demeurent ses bénéfices sur le plan environnemental avec une réduction de 25 % des émissions de gaz à effet de serre et ses coûts d'entretien beaucoup moindres. Au chapitre de la consommation, « plus il fait froid et plus le propane est efficace », précise le patron d'Autobus Manic, soulignant que le climat de la Côte-Nord est donc très approprié.

D'ici le 27 octobre, un réservoir de 7 570 litres de propane et un système de pompe seront installés chez le transporteur. Une entente a été signée avec l'entreprise Supérieur propane pour l'approvisionnement, qui sera nécessaire quelques fois par semaine.

« Les 40 conducteurs ont été formés pour faire le plein au propane, car ça prend une carte de compétence », fait remarquer Mario Gallant, qui évalue l'investissement autour de 3 M\$.

Une flotte vieillissante

C'est en raison de sa flotte vieillissante que le transporteur scolaire casse la glace avec le virage vert parmi les trois filiales de Sogesco sur la Côte-Nord. Rappelons qu'après 12 ans à rouler, les autobus scolaires doivent être remplacés. Autobus du Fer à Sept-Îles et Autobus de l'Estuaire (anciennement Autobus Boulay) suivront.

« Notre flotte commençait à être vieillissante un peu. On avait des véhicules à remplacer. Il y en avait 7-8 qui en était à leur dernière année. Dans les trois prochaines années, il fallait en changer une vingtaine », admet le patron d'Autobus Manic.

Les autobus propulsés au propane sont facilement identifiables à la couleur verte de leurs pare-chocs. De plus, il s'agit d'autobus conventionnels, plutôt qu'à nez plat comme la plupart de ceux que l'on aperçoit à Baie-Comeau.

À l'intérieur des véhicules, la sécurité est améliorée, principalement grâce à des bancs aux dossiers plus hauts formant des compartiments de sécurité pour les enfants en cas d'accident. Les autobus sont également munis de caméras de recul.

Enfin, comme le roulement est beaucoup plus silencieux, les conducteurs observent que le ton du babillage des enfants a diminué, conclut Mario Gallant.

Le CSSBE lance un avis de recherche pour son conseil d'administration

ANDRÉ BOUTIN
aboutin@beaucemedia.ca

ÉDUCATION. Le Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin (CSSBE) lance un appel à la candidature pour combler les postes d'administrateur disponibles pour siéger à son premier conseil d'administration.

Au sein de ce conseil d'administration, cinq membres doivent provenir de la communauté. Le CSSBE désire se doter d'administrateurs qui détiennent une expertise et une expérience différentes des gens du milieu scolaire.

Les personnes recherchées peuvent provenir du milieu culturel, communautaire, sportif,

municipal, des affaires, de la santé ou des services sociaux. L'important est de pouvoir partager des visions et des façons de faire afin d'enrichir les discussions et bonifier les réflexions et les décisions.

Les personnes intéressées doivent présenter leur candidature d'ici le samedi 10 octobre 2020, 16h. Le formulaire de candidature est disponible sur le site Web du CSSBE à l'adresse suivante : csbe.qc.ca dans la section « Conseil d'administration – Appel de candidatures ».

Rappelons qu'à la suite de l'abolition du conseil des commissaires en février dernier, les centres de services scolaires doivent mettre en place ce nouveau conseil d'administration.



L'école primaire de Saint-Eusèbe rouvre ses portes

• MARC-ANTOINE PAQUIN

marc-antoine@infodimanche.com

Après une fermeture préventive de deux semaines, occasionnée par un risque d'éclosion scolaire de COVID-19, l'école primaire de Saint-Eusèbe a retrouvé ses élèves et ses enseignants, le 6 octobre. La date de retour, prévue en septembre, a ainsi été respectée à la lettre.

C'est avec le sourire et certainement un brin de fébrilité que la soixantaine d'élèves de l'établissement scolaire ont retrouvé leur classe respective, mardi. Les personnes qui avaient reçu un diagnostic positif se portent bien et aucun nouveau cas n'a été recensé depuis.

«Le tout reprend son cours normal, toujours en fonction des règles sanitaires que l'on doit maintenir dans l'ensemble de nos écoles», a mentionné le directeur général du Centre de services scolaires du Fleuve-et-des-Lacs, Bernard D'Amours, soulagé de la tournure des événements. Depuis 14 jours, l'enseignement à distance était offert aux élèves de 4 à 12 ans retenus à la maison dans la petite communauté du Témiscouata. Le bilan de cet exercice est d'ailleurs fort positif, aux dires de M. D'Amours.

«Les enseignants ont communiqué rapidement avec les familles et ils ont fait des tests avec eux. Le matériel informatique a aussi été déployé rapidement, alors on a été capables de débiter la formation. Nous sommes très contents de la façon dont tout s'est déroulé», a-t-il expliqué.

Si quelques familles ont éprouvé certaines difficultés liées à la connexion internet, elles ont bénéficié du support du CSSFL. Dans l'ensemble, les bons mots se sont multipliés.

«Les parents ont fait savoir leur satisfaction envers le travail qui a été fait par les enseignants, l'école et le Centre de services scolaire. Nous en sommes très heureux», a souligné le directeur général.



Faible taux de décrochage scolaire

Le CSS du Fleuve-et-des-Lacs au 1^{er} rang au Québec

• MARC-ANTOINE PAQUIN

marc-antoine@infodimanche.com

Les élèves qui fréquentent les établissements d'enseignement du Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs sont à l'école pour y rester. Les plus récentes données du ministère de l'Éducation situent le CSSFL au 1^{er} rang en province pour son taux de décrochage observé auprès de la cohorte d'élèves qui a commencé son parcours au secondaire en 2012 et qui a été suivie jusqu'au terme de l'année scolaire 2018-2019.

Le Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs s'est ainsi positionné au sommet provincial pour avoir le plus bas taux de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) parmi les sortants en formation générale des jeunes, soit un taux de décrochage de 6,1 %. L'an dernier, au terme du même exercice, la CSSFL s'était classée au 2^e rang au Québec.

Cette donnée provient du rapport intitulé «Diplomation et qualification par commission scolaire au secondaire, édition 2020», réalisé chaque année par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES). Ce document précise également que le taux de sorties sans diplôme ni qualification est plus important chez les garçons (9,3 %) que chez les filles (3,3 %) dans les écoles du Témiscouata et des Basques.

Cette observation correspond d'ailleurs à une tendance provinciale. En effet, le taux de sorties sans diplôme ni qualification dans l'ensemble du Québec se situe à 13,6 %, pour un taux de sorties de 16,7 % chez les garçons et de 10,6 % chez les filles.

DIPLOMATION ET PERSÉVÉRANCE

S'il se démarque sur le plan du décrochage scolaire, le Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs fait aussi excellente figure pour la réussite et la persévérance de ses élèves. Ces dernières années, le CSSFL se démarque à ce

niveau et il poursuit sur sa lancée en se classant à nouveau au 3^e rang au Québec parmi les centres de services scolaires francophones avec un taux de diplomation et de qualification de 85,8 %.

Encore une fois, ce taux est celui obtenu par la cohorte d'élèves qui a entamé son parcours au secondaire en 2012 et qui l'a terminé au terme de l'année scolaire 2018-2019. Dans l'ensemble du Québec, pour la même période, le taux de diplomation et de qualification est de 81,7 %, précise le Centre de services. Si

l'on considère l'ensemble des centres de services scolaires francophones et des commissions scolaires anglophones au Québec, soit 72 organisations, le CSSFL se situe au huitième rang des organisations les plus performantes, toujours selon les statistiques du MEES.

FIERTÉ

Évidemment, ces résultats ont été accueillis avec beaucoup de fierté par la direction du Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs. «Nous ne pouvons qu'être fiers de ces résultats qui confirment un travail intense et constant de la part de l'ensemble de notre personnel pour la réussite et la persévérance de nos élèves, surtout que cette performance s'est instaurée chez nous depuis maintenant plusieurs années», a partagé le directeur général, Bernard D'Amours, dans un communiqué de presse. Malgré tout, il ajoute que le CSSFL ne peut se reposer sur ses lauriers, surtout dans le contexte difficile de la pandémie «dans laquelle se retrouve actuellement la population de [son] territoire». «Nous devons rester vigilants et poursuivre le travail comme si tout était encore à construire. Il s'agit d'un travail de persévérance, de constance et de cohérence pour l'ensemble des personnels de nos écoles et centres. On le constate d'ailleurs au

niveau du taux de décrochage chez nos garçons, nous ne pouvons pas nous permettre de baisser les bras.»



Six cas de COVID-19 dans quatre écoles

(LT) En date du 9 octobre, six cas positifs de COVID-19 avaient été déclarés dans quatre écoles de Charlevoix. Au total, 61 personnes se retrouvaient en isolement préventif parce qu'elles avaient été en contact avec une des personnes infectées.

L'école Sir-Rodolphe-Forget est la plus récente en lice. Un cas a été déclaré le 9 octobre dont le «risque de contamination» a été jugé faible.

À La Malbaie, l'école Marguerite-d'Youville compte trois cas positifs de COVID-19 au moment d'écrire ces lignes, dont un à risque faible. Dans ce cas spécifique, les enfants peuvent, selon les directives actuelles et s'ils ne présentent

pas de symptômes, se rendre

dans leur classe tout en respectant assidûment les mesures sanitaires. Un total de 49 personnes en isolement en lien avec les 3 classes touchées.

L'école de Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Saint-Fidèle compte une personne infectée. Le risque de contagion a cependant été jugé faible par les autorités de santé publique.

Un cas de COVID-19 pour l'École secondaire du Plateau a été déclaré le 1^{er} octobre, ce qui a entraîné l'isolement de 12 personnes.

Afin de savoir si un enfant est atteint du virus, les parents sont invités à remplir l'outil d'autoévaluation disponible sur le site Québec.ca.

Le Centre de services scolaire de Charlevoix rappelle d'avi-

ser rapidement l'école et de garder votre enfant en isolement si celui-ci présente des symptômes et si le résultat de l'autoévaluation converge vers un diagnostic positif. Les parents sont aussi priés de contacter Info Santé au 811 ou la ligne COVID au 1 877 644-4545.

La directrice générale du Centre de services scolaire de Charlevoix, Martine Vallée, soutient que la situation est sous contrôle pour le moment. « À chaque fois que nous avons eu un cas, nous avons réagi rapidement. Nous communiquons avec la Santé publique et l'analyse dure quelques heures. Les personnes qui ont été en contact la personne concernée sont contactées rapidement. »

D'autre part, Martine Vallée se

dit ouverte à ce que les enseignants et les membres de l'équipe-école fassent du télétravail pour les réunions.

Elle réagit à une publication du Syndicat de l'enseignement de Charlevoix, qui indiquait que c'était «scandaleux» d'avoir des réunions en personne. « On n'est pas fermé, mais on n'est pas non plus dans l'obligation de le faire comme employeur, explique M^{me} Vallée. Cela dépend aussi des instances et de nos besoins. Comme lieu public, nous avons le droit d'être un maximum de 25 au même endroit si nous respectons les règles de la distanciation. »



COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE

Plusieurs contrats de gré à gré

La Commission scolaire de la Capitale a conclu récemment quelques contrats de gré à gré avec des entreprises de Québec totalisant 207 679 \$.

Parmi elles, Gosselin & Tremblay obtient un contrat de 65 560 \$ pour des travaux d'excavation et de disposition de matières résiduelles dangereuses au Centre de formation professionnelle Wilbrod-Bherer. Voulant faire face à la pandémie, la commission scolaire fait l'acquisition de matériel de protection et réalise un 1^{er} contrat avec Promotion Lépine pour la somme de 71 687 \$ puis un second représentant un montant de 73 512 \$. À la suite d'un appel d'offres effectué en septembre, la commission scolaire signe une entente avec Luvicom pour le remplacement de deux systèmes d'interphone, l'un se chiffrant à 27 680 \$ et un second de 34 800 \$. **ALAIN COUILLARD**



Différends sur les trottoirs

Municipal. Lors d'une récente assemblée du conseil, les élus de Saint-Augustin ont argumenté longuement sur deux projets de trottoirs. Les avis étaient partagés au sujet de la supervision et de la responsabilité de la Ville.



FRANÇOIS CATTAPAN
redaction_quebec@metromedia.ca

C'est le projet de réaménagement de la route Tessier avec ajout d'un massif de béton par Hydro-Québec pour passer ses câbles électriques en souterrain qui a suscité les plus vifs échanges. La Ville entend profiter de l'occasion pour demander à la société d'État d'aménager un trottoir sur le côté ouest le long de l'artère qui relie ces deux principaux pôles résidentiels.

Le conseiller Marcel Desroches, qui s'est abstenu de voter étant résident de la rue en question, souhaitait que la Ville se protège. À son avis, « il y a certes moyen de conserver un droit de regard sur le processus des travaux, pour ne pas se retrouver devant le fait accompli ». Il a obtenu l'appui

du conseiller Raynald Brulotte sur ses craintes qu'Hydro « ne s'émeuve pas trop des récriminations d'une petite ville comme la nôtre si la réalisation n'est pas satisfaisante ».

Envisagé depuis près d'un an, le projet doit se faire sous la supervision du service des Travaux publics de Saint-Augustin. « Hydro-Québec n'a pas le choix de le faire avec notre participation, car les plans et devis devront être élaborés en tenant compte des infrastructures municipales en place », a rassuré le maire Sylvain Juneau. À son avis, l'occasion est belle de sauver des fonds publics. « Les ingénieurs d'Hydro, l'entrepreneur et nos fonctionnaires savent ce qu'ils font ».

La résolution a finalement été adoptée sur division, après avoir été amendée. Il y est précisé qu'on « autorise Hydro-Québec, en collaboration avec la Ville de Saint-Augustin, à procéder à ses frais aux travaux visant l'aménagement d'un trottoir sur la route Tessier(...) ». L'intervention vise à acheminer de l'électricité du poste Anne-Hébert, dans le parc industriel de Saint-Augustin, vers le stationnement incitatif de la route Legendre. Cet apport servira éventuellement à alimenter le futur tramway.

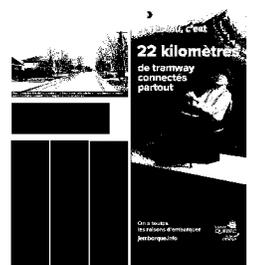
Transport scolaire rue de la Valériane

Une autre résolution adoptée sur division visait à assurer le transport scolaire sur une portion de la route 138, entre la rue de la Valériane et la route Fossambault. Plusieurs élus ont dénoncé le peu de sensibilité du Centre de services scolaires des Découvreurs (CSSD), qui ne juge pas dangereuse la portion du trajet visée. Ils déplorent ne pas obtenir d'écoute alors que la Ville est récemment sortie de son mandat en investissant 2,2 M\$ dans l'agrandissement de pavillon scolaire Laure-Gaudreault.

Saint-Augustin s'acquittera donc de la facture de 1424 \$ pour offrir du transport scolaire excédentaire à huit enfants. Cette dépense imprévue sera versée uniquement pour 2020-21, car l'aménagement d'une portion de trottoir est prévu au cours de l'été prochain.

Détails du projet

- Trottoir sur 1,1 km devrait coûter environ 500 000 \$.
- Maintien de la largeur de la chaussée à 12 mètres.
- Réalisation à l'été 2021 en préservant les arbres matures.



Les élèves manifestent à la polyvalente Saint-François et à l'école des Deux-Rives

ANDRÉANNE HUOT

ahuot@leclaireurprogres.ca

ÉDUCATION. Des élèves de deux écoles de la région, soit la polyvalente Saint-François (PSF) de Beauceville ainsi que l'école des Deux-Rives à Saint-Georges, ont manifesté le 9 octobre au matin leur désaccord envers les mesures sanitaires imposées dans les écoles par la Santé publique.

À la PSF, un peu plus de 25 élèves ne sont pas rentrés à la cloche du matin, indique le Centre de service scolaire de la Beauce-Etchemin (CSSBE). Le directeur de la polyvalente, Stéphane Boulanger, est allé à leur rencontre afin d'écouter leurs demandes.

Les élèves lui ont indiqué qu'ils sont contre les nouvelles mesures sanitaires imposées dans les établissements scolaires en zone rouge.

Après leur avoir expliqué que les écoles doivent s'assurer de mettre en place les directives de la Santé publique, M. Boulanger a invité les élèves à intégrer leurs cours, ce qu'ils ont refusé. Cependant, le groupe s'est déplacé par lui-même à l'extérieur du terrain de l'école.

Le CSSBE souligne que la majorité des parents de ce groupe d'élèves ont justifié leur absence.

ÉCOLE DES DEUX-RIVES

Du côté de l'École des Deux-Rives, près de 80 élèves de première secondaire ne sont pas entrés dans l'école à la cloche du matin. Le directeur de l'école, Mario Bolduc, a discuté avec les manifestants qui en ont contre les mesures sanitaires imposées dans les écoles en zone rouge.

Après des explications sur la nécessité d'appliquer les mesures demandées par la Santé publique, il a demandé aux élèves de réintégrer leur cours, car ils ne pouvaient plus rester sans surveillance sur les terrains de l'école. La manifestation a duré un peu plus de 30 minutes.

Selon le CSSBE, quelques élèves sont entrés dans l'école et vers 9 h 45, la majorité des autres manifestants ont quitté dans les rues autour de l'établissement. Les policiers de la Sûreté du Québec les ont accompagnés quelque temps.

La direction de l'école précise que les parents ont tous été avertis par téléphone et par écrit. La majorité des parents de ce groupe d'élèves ont justifié l'absence de leur enfant.

La même journée, des manifestations semblables ont également eu lieu à l'école secondaire Veilleux de Saint-Joseph.



Deux cas de COVID dans les écoles de Saint-Prospér

ANDRÉ BOUTIN

aboutin@beaucemediac.ca

COVID-19. Le 8 octobre, la Direction de la santé publique (DSP) a révélé des diagnostics de COVID-19 dans deux écoles de Saint-Prospér.

Un cas a été décelé à l'école primaire du Trait-d'Union ce qui entraîne l'isolement de 25 élèves.

Rappelons que la semaine précédente, un cas avait également été signalé dans cette école sans que cela nécessite la mise en quarantaine d'élèves.

La DSP confirme également que 28 élèves de la polyvalente des Abénaquis sont en isolement à la suite de la découverte d'un cas de COVID-19.

Les deux écoles demeurent ouvertes pour les élèves qui ne sont pas en isolement et elles continuent d'appliquer toutes les mesures nécessaires pour éviter une nouvelle propagation.

Seulement les élèves qui ont été isolés par la Santé publique ont droit à l'enseignement à distance.

VIGILANCE ET PRÉVENTION

Si vous ou un membre de votre famille présentez un ou plusieurs symptômes pouvant être reliés au coronavirus, veuillez communiquer sans délai avec le 1 877 644-4545 afin d'évaluer la pertinence de prendre un rendez-vous pour un test de dépistage de la COVID-19.

COVID-19: le cas à la Seigneurie du Jasmin n'est pas dans l'établissement



NOS ÉCOLES : LA DÉCLARATION DE CLIENTÈLE 2020

GAETAN GENOIS
ggenois@jetmedias.com

DONNACONA | Le Centre de services scolaires de Portneuf a publié sa déclaration de clientèle au 30 septembre 2020.

C'est une clientèle totale de 6 597 élèves qu'affiche le Centre de services scolaires de Portneuf pour l'année 2020-2021, soit une augmentation par rapport à la déclaration de clientèle du 30 septembre 2019.

Ce sont les écoles secondaires qui affichent les plus fortes augmentations de clientèle scolaire. Avec une augmentation de 51, Donnacona atteint un chiffre très proche du millier d'élèves, ce qui en fait évidemment la plus grosse école du Centre de services scolaires de Portneuf.

Au niveau primaire, l'école Perce-Neige de Pont-Rouge maintient sa première position avec ses 900 élèves et plus. Juste derrière, l'école Grande-Vallée de Saint-Raymond frôle les 900 élèves.

Les chiffres annoncés ici sont ceux de la déclaration de clientèle au 30 septembre comparé à la déclaration de clientèle du 30 septembre 2019 du Centre de services scolaires de Portneuf. Ils peuvent évidemment évoluer en cours d'année scolaire.



ÉCOLES PRIMAIRES		PRÉSCOLAIRE	PRIMAIRE	TOTAL	DIFF.
Des Bourdons / Courval	Neuville	74	324	398	0
La Saumonière	Donnacona	123	459	582	+5
Les Trois-Sources	Saint-Basile	44	183	227	+2
Bon Pasteur	Cap-Santé	73	265	338	+13
Les Sentiers / Riveraine	Portneuf	49	168	217	+4
Le Phare	Deschambault	13	100	113	-8
St-Charles-de-Grondines	Grondines	11	49	60	-4
Le Bateau Blanc	Saint-Casimir	22	90	112	-1
La Morelle	Saint-Ubalde	20	77	97	-12
Le Goéland	Saint-Alban	11	52	63	-3
Ste-Marie	Saint-Marc	62	217	279	-6
Grande-Vallée	Saint-Raymond	194	704	898	+64
Perce-Neige	Pont-Rouge	127	785	912	+4
Marie-du-St-Sacrement	Saint-Léonard	14	75	89	-16
St-Coeur-de-Marie	Rivière-à-Pierre	7	26	33	-1
TOTAL PRIMAIRE		592	3574	4418	+41
 ÉCOLES SECONDAIRES					
École secondaire Donnacona	Donnacona			997	+51
École secondaire Louis-Jobin	Saint-Raymond			685	+49
École secondaire St-Marc	Saint-Marc			497	+47
TOTAL SECONDAIRE				2179	+147
TOTAL PRIMAIRE ET SECONDAIRE				6597	+188

CAS DE COVID-19 DANS NOS ÉCOLES

GAETAN GENOIS
ggenois@jetmedias.com

SAINT-RAYMOND | Dans une communication adressée aux parents des élèves le 7 octobre dernier, la Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale annonce qu'une personne atteinte de la COVID-19 a fréquenté l'école secondaire Louis-Jobin lors de sa période de contagion.

À moins d'avis contraire, annonce la Direction de la santé publique, votre enfant peut continuer de fréquenter l'école s'il n'a pas de symptômes compatibles avec la COVID-19.

La Direction de santé publique mène une enquête épidémiologique et suit l'évolution de la situation. En cas de mesures supplémentaires, les parents seront avisés par écrit.

La Direction de santé publique lance un appel afin de poursuivre les efforts pour appliquer d'une manière

rigoureuse les consignes sanitaires. Le respect de ces consignes est essentiel, notamment durant les pauses, les dîners et à l'extérieur de l'école.

À L'ÉCOLE DE LA GRANDE-VALLÉE

À Saint-Raymond toujours, une personne atteinte de la COVID-19 a fréquenté l'école de la Grande-Vallée avant sa période de contagiosité.

C'est ce que la Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale a annoncé mercredi.

La lettre de « Divulgence aux parents » spécifie que : « A moins d'avis contraire de la Direction de santé publique, votre enfant peut continuer d'aller à l'école s'il n'a pas de symptômes compatibles avec la COVID-19 ».

La Direction de la santé publique suit l'évolution de la situation, et avisera les parents dans le cas de mesures supplémentaires.



La ferme Merveille honorée par les Journées de la persévérance scolaire

VINCENT CLICHE
vcliche@leprogres.net

COMPTON. La ferme Merveille est l'une des entreprises gagnantes du concours « Mon boss, c'est le meilleur », lancé par le Projet Partenaires pour la réussite éducative en Estrie (Projet PRÉE).

Dans la MRC de Coaticook, les organisateurs ont ciblé le propriétaire Alexandre Veilleux, qui s'est mérité cet honneur. Son employée, Vicky Richer, n'avait que de bons mots pour son patron. « Mon boss est présent pour moi et m'écoute quand j'en ai

besoin, note celle qui est aussi étudiante. Il prend en considération mon opinion et mes idées. Mon patron s'intéresse aussi à ce que je fais et ce que j'entreprends, comme l'école, les loisirs et la famille. Ensemble, on adapte mes heures de travail en fonction de mes heures de cours. »

Rappelons que le projet « Mon boss, c'est le meilleur! » invitait les jeunes de l'Estrie qui occupent un emploi pendant leurs études à mentionner de quelle manière leur patron les appuie dans leur conciliation travail-études. « Les bouleversements et les effets collatéraux provoqués par la COVID-19 peuvent venir influencer les priorités des jeunes, mais aussi

leur niveau de motivation à rester à l'école. Les employeurs ont donc un rôle essentiel à jouer. Ils deviennent des acteurs de première ligne pour favoriser la réussite éducative de leurs étudiants-employés », souligne la coordonnatrice du Projet PRÉE, Josiane Bergeron.



L'agente de conciliation études-travail Coaticook, Josianne Groleau, l'employée Vicky Richer ainsi que les propriétaires de la ferme Merveille, Alexandre Veilleux et Mélanie Girard, posent en compagnie de la génisse Comète pour célébrer les



Ecole secondaire du Mont-Bruno

De nouvelles mesures pour les élèves du 2^e cycle

Le gouvernement Legault a annoncé de nouvelles mesures concernant les élèves du deuxième cycle de niveau secondaire afin de contribuer à casser la seconde vague. L'école applique ces mesures depuis jeudi dernier.

un texte de **Jean-Christophe Noël**
rédaction@versants.com

Le port du masque est devenu obligatoire en tout temps, autant à l'intérieur de l'école que sur le terrain de celle-ci, pour les élèves de quatrième et cinquième secondaire.

« Nous avons pris une longueur d'avance. Dès le début de l'année, nous avons demandé aux élèves de porter le masque à l'extérieur. Franchement, il n'y a eu aucun combat pour le faire porter. Nous sommes fiers de nos élèves. Il y a eu beaucoup de sensibilisation de la part de notre personnel à l'extérieur. La première journée où ce fut obligatoire à l'intérieur en tout temps, j'ai fait le tour des salles des enseignants et le son de cloche était le même pour tous : ça se passe bien et les élèves comprennent. Je pense que beaucoup de sensibilisation a été faite dans les familles également », étale d'entrée de jeu Caroline Brunelle, directrice générale de l'établissement scolaire.

ÉCOLE À DISTANCE

Parmi les nouvelles mesures annoncées, celle de l'école hybride fait surface. Les

élèves de quatrième et cinquième secondaire vivront en boucle une journée scolaire en présentiel suivie d'une journée scolaire virtuelle. Il n'est pas difficile d'installer certains adolescents pendant 75 minutes devant un écran pour qu'ils jouent à leur jeu vidéo préféré, mais il est permis de se questionner si ce sera aussi simple quand viendra le temps de leur transmettre de la matière. Matière provenant d'enseignants pour qui le verbe "s'adapter" a dû être conjugué à tous les temps au fil des derniers mois.

« Pour avoir consulté notre personnel, je constate que les enseignants font preuve d'une grande résilience. Ils ont à cœur la réussite de leurs élèves et souhaitent les accompagner dans leurs apprentissages. Même si ça représente pour eux une charge de travail plus grande, on sait que c'est une période déterminée dans le temps. Notre personnel est ouvert et prêt. Ils ont été entraînés, se sont familiarisés avec les outils et les commentaires étaient, une fois de plus, positifs considérant aussi le soutien entre collègues dans l'appropriation des outils technologiques », énonce avec optimisme Mme Brunelle.

PAUSE DES ACTIVITÉS PARASCOLAIRES

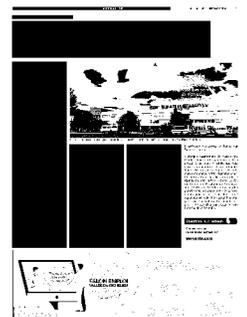
L'école secondaire n'est pas une douce marche dans le parc pour une catégorie d'élèves qui essuie, malgré elle, des échecs. Pour une portion de celle-ci, sa réussite, sa valorisation et sa motivation, elle les trouve dans les activités parascolaires. Or, ces activités, qui sont parfois la raison pour que ces dits élèves persévèrent dans leur cheminement

scolaire épineux, sont mises sur la tablette temporairement.

« C'est sûr que, présentement, nous sommes dans des mesures visant à sécuriser les élèves et à leur assurer une bonne santé pour un temps convenu. C'est ce que la santé publique nous demande de prioriser. L'équipe école est créative. Nous essayons collectivement de mettre de l'avant des façons de faire bouger nos élèves et de les stimuler. Pour l'instant, ça se passe bien, il fait encore beau à l'extérieur. Les professeurs d'éducation physique sont proactifs et ont commencé à travailler avec des séquences d'entraînement. Ça fait partie de nos préoccupations, soit de poursuivre une stimulation à l'extérieur des heures de cours. Toutefois, nous n'avons pas instauré d'activités parascolaires, car, justement, nous attendions les consignes. Nous ne défaisons donc rien; nous n'avons pas à revenir sur nos pas », fait valoir la femme qui agit à titre de directrice générale de l'école depuis l'année dernière.

PRÉSENCE POLICIÈRE ACCRUE

L'adolescence et l'autorité policière ne forment pas nécessairement un mariage qui se dessine naturellement. Quelle



peut être la réaction des jeunes devant la présence des forces de l'ordre sur "son territoire"?

« Jusqu'à maintenant, le travail que l'école a fait avec les policiers est très positif. Nous avons d'emblée une policière communautaire attirée à l'école. Donc, c'est un visage connu. Les policiers sont arrivés à titre d'aidants sensibilisateurs et non pas dans un mode de répression. Par contre, comme je l'ai mentionné, ce n'était pas un gros enjeu sur le terrain de l'école en soi. Le plus grand enjeu est quand les élèves marcheurs quittent l'école au dîner et se déplacent en ville. Mais pour l'instant, ça se passe paisiblement et dans le respect », boucle d'un ton serein et confiant Caroline Brunelle.

Pour limiter la propagation de la COVID-19

Mobilisation pour les jeunes

Plusieurs entités de la région, dont les services de police et les centres de services scolaires, se mobilisent afin de lancer un appel aux jeunes et à leurs parents. L'objectif étant d'assurer la sécurité et la réussite des élèves.

Dans le contexte des efforts supplémentaires demandés à la population québécoise afin de limiter la propagation de la COVID-19, et plus particulièrement de ceux demandés cette semaine au milieu de l'éducation, le Service de police de l'agglomération de Longueuil, la Régie intermunicipale de police Richelieu – Saint-Laurent, la Commission scolaire Riverside, les centres de services scolaires des Patriotes et Marie-Victorin, la Fédération des établissements d'enseignement privés, les CISSS-Montérégie Centre et Est, les organismes communautaires de la région ainsi que les villes de l'agglomération de Longueuil se mobilisent afin de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la réussite des élèves. Tous s'entendent pour unir leurs efforts à ceux des parents afin de rappeler aux étudiants l'importance de bien se protéger et de protéger les autres dans leurs activités sociales et leurs différents déplacements.

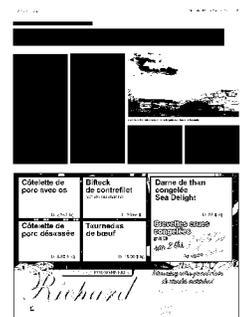
Si la plupart des jeunes s'appliquent à respecter la distanciation de deux mètres demandée par la santé publique et à bien porter le couvre-visage aux endroits exigés, à l'intérieur et près des écoles, il n'en demeure pas moins que plusieurs comportements à risques ont été observés, tant par les policiers que par les membres du personnel des écoles.

Plus que jamais, les parents sont invités à poursuivre la discussion sur les moyens de protection en temps de crise sanitaire avec leurs enfants et à revoir avec eux les différentes consignes de distanciation et du port du couvre-visage déterminées par les autorités de la santé publique. Tous les détails sont affichés sur le site Internet quebec.ca, notamment dans la rubrique dédiée au milieu de l'éducation.

TOURNÉE POLICIÈRE

Jeudi, une des premières actions de cette mobilisation s'est amorcée par une nouvelle tournée des policiers sur les terrains des écoles, accompagnés des partenaires, afin de sensibiliser les élèves sur le respect des consignes sanitaires. De plus, d'autres actions de prévention et de sensibilisation seront élaborées en concertation avec les partenaires précédemment nommés dans le but de profiter des opportunités pour agir de façon plus ciblée auprès des jeunes de la région afin que les écoles demeurent ouvertes.

Tous les partenaires sont conscients que la lutte à la propagation de la COVID-19 se veut un long marathon auquel tous n'ont d'autres choix que de participer. Il en va de la santé des jeunes, ainsi que celle de tous les membres des familles respectives. « Nous espérons tous que nos jeunes puissent reprendre très bientôt un semblant de vie normale. Comme l'avenir leur appartient, nous les invitons à tout mettre en œuvre afin d'atteindre les objectifs scolaires qu'ils se sont fixés et de pouvoir ainsi réaliser tous leurs rêves en bonne santé », peut-on lire dans un communiqué. (FR)



Fermeture des écoles de St-Maurice et l'Anse-au-Griffon

Jean-Philippe Thibault // jpthibault@lexismedia.ca

COVID-19

Le Centre de services scolaire des Chic-Chocs a annoncé jeudi en fin de journée la fermeture des écoles primaires Saint-Paul (Saint-Maurice-de-L'Échouerie) et Saint-Joseph-Alban (l'Anse-au-Griffon), du 2 au 9 octobre inclusivement.

Le personnel de ces établissements est considéré à risque modéré et doit être en isolement pour une période de 14 jours. Le Centre de services scolaire des Chic-Chocs explique ne pas avoir le personnel suffisant pour assurer la continuité des apprentissages dans ces établissements. Il se voit donc dans l'obligation de fermer les deux écoles. La reprise des cours est prévue pour le 13 octobre, à moins d'avis contraire. « Nous rappelons à toutes nos communautés éducatives que notre priorité demeure la santé et la sécurité de nos élèves et de notre personnel.

Nous veillons également à ce que tous nos élèves aient accès à des services de qualité, même si les apprentissages doivent se faire à distance », a expliqué par communiqué la directrice générale Deslilas Fournier.

Cette dernière rappelle que tous les parents seront contactés par le titulaire de leur enfant, afin que débute l'enseignement à distance le plus rapidement possible. Dans l'intervalle, pour de plus amples informations, les parents sont invités à s'adresser à la direction de l'école.

La nouvelle est arrivée quelques heures après que le Centre de services scolaire des Chic-Chocs ait annoncé qu'il collaborait avec la Direction régionale de santé publique à propos d'un cas confirmé de COVID-19 chez un employé affecté à trois établissements de son territoire, soit les écoles Saint-Joseph-Alban, aux

Quatre-Vents (Rivière-au-Renard) et Saint-Paul. L'employé qui a été testé positif a effectué son dernier quart de travail le vendredi 25 septembre. Selon les informations préliminaires transmises au moment de mettre sous presse, les élèves étaient considérés à risque faible par la Santé publique.

Les parents de ces trois écoles sont d'ailleurs invités à surveiller le site Internet du CSSCC (www.cschic-chocs.qc.ca) ou bien la page Facebook de l'école que fréquente leur enfant pour suivre l'évolution de la situation.



Plusieurs autres écoles touchées ailleurs en Gaspésie

Dominique Fortier // dfortier@lexismedia.ca

COVID-19

Pratiquement au même moment où le Centre de services scolaire des Chic-Chocs annonçait la fermeture de deux de ses écoles primaires, le Centre de services scolaire voisin de René-Lévesque indiquait que trois personnes fréquentant les écoles de Carleton-sur-Mer et Saint-Omer avaient reçu des tests positifs à la COVID-19.

Le directeur général Louis Bujold a expliqué qu'il s'agissait d'élèves et membres du personnel, sans donner davantage de précisions sur la ventilation des cas. «Les personnes le savaient depuis déjà quelques jours, mais c'est seulement aujourd'hui [jeudi] que nous en avons eu la confirmation.»

L'enquête épidémiologique suivait son cours au moment de mettre sous presse, mais le confinement de classes entières n'était alors pas au menu. Louis Bujold précisait toutefois que la situation était appelée à changer au fur et à mesure que les informations supplémentaires de la Santé publique allaient

être disponibles. Par ailleurs, les écoles se disaient prêtes à retourner au téléenseignement si nécessaire. «Nous avons le matériel informatique nécessaire mais il ne faudrait pas que toutes les écoles ferment en même temps», précisait le directeur général.

Finalement, la question des attroupements d'élèves à moins de deux mètres lors des récréations et des heures de dîner a été abordée. À cet effet, Louis Bujold a affirmé que davantage d'efforts de sensibilisation seraient faits auprès des jeunes.

Plus tôt dans la semaine, un autre cas de COVID-19 avait été confirmé, cette fois à l'école Esdras-Minville de Grande-Vallée. L'élève a été placé en isolement dès la présomption d'un cas dans son entourage immédiat. Les élèves de sa bulle-classe ont passé le test de dépistage et ont aussi été placés en isolement. L'enseignement à distance pour ce groupe a débuté lundi dernier [28 septembre], pour une période de 10 à 14 jours. Trois membres du personnel de cet établissement ont été mis en mode télétravail dans l'attente de leur résultat.



COVID-19

Mesures au secondaire et sports à l'arrêt

ÉRIC TREMBLAY
ETREMBLAY@GRAVITEMEDIA.COM

Comme la contagion ne prend pas de récréation, les écoles secondaires en zone rouge [alerte maximale] devront adopter des mesures spécifiques à compter de jeudi. Parmi lesquelles, un enseignement hybride qui se traduit par un apprentissage à distance à temps partiel pour les étudiants en secondaire 4 et 5.

Les différentes mesures annoncées ne s'appliquent qu'aux différentes régions qui se retrouvent en zone rouge. Celles-ci seront appliquées jusqu'au 28 octobre, soit la date de fin du Défi 28 jours décrété la semaine dernière par le gouvernement. Ensuite, il y aura une réévaluation.

«On adopte des mesures spécifiques pour accroître la santé des jeunes et de nos enseignants, a expliqué Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation. De manière générale, on ne peut pas dire que les écoles sont un vecteur majeur de transmission. On a des mesures efficaces, mais les chiffres sont en croissance.»

L'enseignement en mode hybride permettra de diminuer de 20% la fréquentation scolaire en présentiel. Ce qui permettra de réduire les contacts physiques, donc les occasions de transmission.

Aussi, à compter de jeudi, tous les élèves du secondaire devront porter le couvre-visage en tout temps. Sur le terrain de

l'école, dans les aires communes et en classe. Même chose pour les enseignants. Les activités parascolaires et les sorties sont suspendues, la période de dîner se déroulera en classe et les places pourraient être assignées dans les autobus. Une présence policière accrue autour des écoles s'opérera aussi à partir du 8 octobre. Il s'agira de sensibiliser les jeunes et rappeler l'importance de respecter les mesures imposées par l'urgence sanitaire.

«Les apprentissages se poursuivent, assure le ministre. On veut tout faire pour garder nos écoles ouvertes.»

LES GYMS FERMÉS

Les sports et loisirs en zones rouges subissent le même sort à compter du 8 octobre. Ils cesseront jusqu'au 28 octobre. Pendant trois semaines, seule la pratique libre et individuelle, ou en bulle familiale, sera autorisée.

Les salles d'entraînements seront contraintes de fermer pour trois semaines. Isabelle Charest, ministre du Sport et du Loisir, a informé qu'une compensation financière serait annoncée sous peu.

Elle a qualifié l'annonce de coup dur. «Je comprends votre tristesse et votre désarroi, a-t-elle dit. Je comprends et je partage votre déception. Pendant les prochaines semaines, je vous invite à continuer de bouger, mais à le faire autrement.»



Communiqué (s)

Le premier conseil d'administration est maintenant en fonction

Saguenay, le 19 octobre 2020 – Le premier conseil d'administration (c.a.) du Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay est officiellement en fonction depuis le 15 octobre dernier. Il est composé de 15 personnes aux profils diversifiés et reconnues par leur milieu, soit cinq parents, cinq membres du personnel et cinq membres de la communauté.

« Je tiens à remercier sincèrement chacun des membres du c.a. pour leur implication dans le milieu scolaire. Ces personnes-clés représentent des atouts majeurs et des guides d'importance dans la saine gestion de notre organisation. Ensemble, nous nous assurerons que notre Plan d'engagement vers la réussite poursuive son élan tout en veillant à ce que nos établissements d'enseignement bénéficient de conditions optimales pour réaliser leur mission éducative. » souligne la directrice générale, Mme Chantale Cyr.

Membres représentant les parents :

- M. Steve Dickey Bessette, district scolaire 1;
- M. Alexandre Lavoie, district scolaire 2;
- M. Carl Bergeron, district scolaire 3;
- M. Nicolas Laflamme, district scolaire 4;
- M. Jean Simard-Fortin, district scolaire 5.

Membres représentant le personnel :

- M. Pascal Martel, personnel d'encadrement;
- Mme Marie-Josée Villeneuve, direction d'établissement;
- M. Steeve Girard, enseignant;
- M. Pierre-Luc Dufour, professionnel non enseignant;
- Mme Lisa Gagné-Claveau, personnel de soutien.

Membres représentant la communauté :

- Mme Kathia Nadeau, expertise en matière de gouvernance, d'éthique, de gestion des risques ou de gestion des ressources humaines;
- Mme Geneviève Buteau-D'Eer, expertise en matière financière ou comptable ou en gestion des ressources financières ou matérielles;
- M. Jean-Charles Fortin, issu du milieu communautaire, sportif ou culturel;
- M. Christian Fillion, issu du milieu municipal, de la santé, des services sociaux ou des affaires;
- Mme Jeanne Blackburn-Murray, âgée de 18 à 35 ans.

Le conseil d'administration du Centre de services scolaire a notamment pour fonctions d'approuver le plan d'engagement vers la réussite; d'adopter le budget annuel de l'organisation; d'adopter les règlements et les politiques qui encadrent les principales activités des écoles, des centres de formation et des services administratifs.

La première séance du conseil d'administration aura lieu le mardi 20 octobre prochain à 19 h au centre administratif du Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay, situé au 36, rue Jacques-Cartier Est à Chicoutimi. Lors de celle-ci, le président et le vice-président seront désignés parmi les membres parents.

Une période réservée à la parole au public aura lieu lors de chaque séance afin de poser des questions aux membres du conseil d'administration en lien avec les pouvoirs qu'ils exercent. Dans le contexte de la pandémie et de notre palier d'alerte actuel (orange), le public ne pourra être admis pour l'instant. Cependant, les personnes intéressées peuvent s'inscrire à la réunion en envoyant un courriel à secretariat.general@csrsaguenay.qc.ca. Un lien sera ensuite envoyé afin de participer virtuellement à la séance.

Pour plus d'informations sur le rôle du c.a. et les districts scolaires, consultez la section [Conseil d'administration](#) du csrsaguenay.qc.ca.

- 30 -

Source : Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay

Information : Claudie Fortin, conseillère en communication
Tél. : 418 698-5000, poste 5302
Cell. : 581 234-4252
claudie.fortin@csrsaguenay.qc.ca

Semaine québécoise des directions d'établissement scolaire

Maniwaki, le 19 octobre 2020. – La Semaine des directions d'établissement scolaire se déroule du 19 au 23 octobre 2020 sous le thème « *Directions d'établissement : essentielles, engagées, influentes* ». Le Centre des services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais profite de l'occasion pour souhaiter aux directions et aux directions adjointes une excellente Semaine québécoise des directions d'établissement scolaire.

Une direction assure la qualité des services éducatifs, notamment, l'atteinte des objectifs du projet éducatif et du plan de réussite de l'école. Chaque jour, la direction, ou la direction adjointe est là afin de voir au bon fonctionnement de son établissement pour que chaque élève trouve dans son milieu scolaire, les outils nécessaires pour sa réussite académique.

Une direction collabore avec les enseignants, les professionnels, le personnel de soutien, les parents et la communauté dans la réussite et le développement du plein potentiel des élèves. Une direction voit également à la gestion de tous ces services toujours dans l'intérêt fondamental de leur donner le meilleur qui soit.

Le Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais tient à remercier l'ensemble de son équipe de direction pour toute cette passion et particulièrement pour la rigueur déployée durant ses derniers mois dus au contexte social que nous vivons tous avec la pandémie.

La direction générale est fière de pouvoir compter sur votre expertise et votre dévouement qui font toute la différence dans l'éducation des jeunes de notre communauté.

Bonne semaine et merci d'investir toute votre passion et votre savoir dans la bonne direction, développer l'autonomie de nos enfants.



- 30 -

Source : Line Lafond, secrétaire
Madame Monia Lirette, régisseuse aux communications
communications@cshbo.qc.ca



AQPDE

Nos directions d'établissement : Essentielles, influentes et engagées!

20 octobre 2020

Le président de l'Association québécoise du personnel de direction des écoles (AQPDE), monsieur Carl Ouellet, est fier de lancer la 10^e Semaine québécoise des directions d'établissement scolaire (SQDES) qui se tient du 19 au 23 octobre 2020 partout au Québec, sous le thème : « Les directions d'établissement scolaire : Essentielles, influentes et engagées ».

« Avec la pandémie actuelle, plus que jamais nos directions d'établissement sont des leaders pédagogiques dans nos écoles. Il est important de reconnaître leur dévouement et remarquable. Ils soutiennent nos écoles, s'adaptent et permettent aux jeunes d'aller à leur cours en présentiel autant que possible. Il est important de prendre un moment durant scolaire afin de reconnaître le travail de ces passionnés de la réussite », déclare monsieur Ouellet.

L'AMDES, l'AQPDE et la FQDE ont organisé, pour l'occasion, des conférences virtuelles enrichissantes afin de former et soutenir les directions d'école. Le ministre de l'Éducation Jean-François Roberge, était présent pour l'occasion afin de discuter et de répondre aux questions des directions d'établissement scolaire. « Le fait que le ministre prenne de son temps pour discuter avec nos directions quelques minutes démontre la reconnaissance envers ces dernières qui travaillent d'arrache-pied depuis le début de la pandémie », affirme Carl Ouellet.

Tout au long de cette semaine, l'ensemble du personnel, des parents et des élèves sont invités à souligner le travail des directions d'établissement scolaire au Québec.

Pour plus d'information



AQPDE - Association québécoise du personnel de direction des écoles

7110, boulevard Wilfrid-Hamel

Québec, Québec

Canada G2G 1B5

🌐 www.aqpde.ca

De la même organisation:

14 Communiqués

Google+



APPRENDRE
À DISTANCE

COLLABORATION SPÉCIALE MEQ/SOFAD

Un appui aux apprenants de la FGA et de la FP qui ne peuvent pas suivre leurs cours en présentiel

20 octobre 2020

Grâce à une contribution financière du ministère de l'Éducation (MEQ), la SOFAD offrira, à compter du lundi 19 octobre 2020, un programme de gratuité aux apprenants inscrits en formation générale des adultes (FGA) ou en formation professionnelle (FP) qui ne peuvent pas suivre leur formation en présentiel.

Les conditions d'application de ce programme de gratuité sont les suivantes :

1. Ce programme ne s'applique qu'aux apprenants inscrits dans un centre de formation FGA ou FP du Québec. Il ne peut servir à constituer des stocks.
2. Un maximum de deux (2) ressources d'apprentissage par apprenant éligible est alloué pour les cours de la FGA ou de la FP. Ces ressources peuvent être imprimées ou numériques.
3. Le matériel pédagogique imprimé ou numérique commandé doit être associé à un code de cours de la FGA ou à un programme d'études de la FP en secrétariat ou en comptabilité. [liste du matériel admissible peut être consultée ici.](#)
4. Les commandes doivent être faites par les centres où sont inscrits les apprenants pour qui la gratuité est demandée. Les centres devront faire une commande par apprenant et attester de l'impossibilité pour ce dernier de suivre ses cours en présentiel.
5. Les commandes doivent être faites sur le site transactionnel de la SOFAD à <https://sofad.qc.ca/> par les centres où sont inscrits les apprenants. L'adresse de livraison doit obligatoirement être celle de l'apprenant, incluant les commandes de ressources numériques.
6. Concernant le matériel numérique, la ou les clés d'accès sont transmises par courriel à l'acheteur, qui doit les remettre à l'apprenant ou à la personne responsable de l'accès. L'apprenant doit avoir créé son compte sur le portail SOFAD (<https://portailsofad.com>) afin d'y ajouter sa ou ses clés d'accès.
7. Au moment de commander, les centres doivent inscrire le code PGMEQ2020 dans la section BON DE RÉDUCTION afin de bénéficier de ce programme. Si les règles précitées n'étaient pas appliquées, la SOFAD facturera les ressources excédentaires.
8. Ce programme prendra fin le mercredi 23 décembre 2020 à 23 h 59, ou dès l'épuisement des sommes de 60 000 \$ accordées par le ministère.

Depuis le début de la pandémie de la COVID-19, la SOFAD a mis plusieurs mesures en place afin de soutenir les efforts du réseau scolaire pour soutenir les apprenants dans leur cheminement. Ce programme de gratuité, réalisé en collaboration avec le MEQ, s'inscrit dans la mission de la SOFAD.

Pour toute question concernant ce programme de gratuité, veuillez communiquer avec notre service à la clientèle à info@sofad.qc.ca ou par téléphone au 514 529-2800.

Pour plus d'information

APPRENDRE
À DISTANCE

SOFAD

2100, boul. de Maisonneuve Est, bureau 200

Montréal Québec

Canada H2K 4S1

🌐 www.sofad.qc.ca

De la même organisation:

4 Communiqués





COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate

À GO, on lit! un mouvement positif autour du plaisir de lire pour les jeunes du Québec
*Une édition spéciale du mouvement se déploie par le numérique dans toutes les régions du Québec
pour rejoindre encore plus de jeunes*

Saguenay, 19 octobre 2020 – Le coup d’envoi de la 3^e édition du mouvement **À GO, on lit!** est donné par de nouveaux ambassadeurs de renom. Engagés auprès de la jeunesse, c’est sans hésitation que **Mehdi Bousaidan, Mariana Mazza, Pierre-Yves Roy-Desmarais** et notre fidèle, l’inimitable **Kevin Raphaël**, ont accepté de s’impliquer à titre d’ambassadeurs, en cette période particulière de 2020. D’autres influenceurs web s’ajouteront tout au long de la campagne. C’est par le biais de « stories » et de publications sur les réseaux sociaux, mettant en vedette ces personnalités publiques, que les jeunes pourront les suivre dans leur quotidien et découvrir la relation particulière que chacun d’entre eux entretient avec la lecture. Cette initiative permettra de rejoindre des milliers d’adolescents et de jeunes adultes tout au long de l’automne et de leur faire découvrir le plaisir de lire ainsi que leur profil de lecteur via la plateforme numérique **À GO, on lit!**

À GO, on lit!, qu’est-ce que ça mange en hiver?

C’est un mouvement collectif fort dédié à la lecture et au plaisir de lire chez les adolescents et les jeunes adultes de 14 à 20 ans. AGOL permet de démontrer les bienfaits de la lecture, qu’elle est source de plaisir, d’évasion et de réussite. Cette initiative favorise donc l’engagement des jeunes et souhaite provoquer un changement de comportement positif face à la lecture à partir de leurs intérêts personnels.

À GO, on lit! c’est une campagne numérique multiplateforme où les jeunes sont invités à faire un quiz interactif dans le but de connaître leur profil de lecteur pour ensuite, accéder à des suggestions lecture personnalisées en fonction de leurs intérêts. Toutes ces suggestions, identifiées par une pastille correspondant à l’un des cinq profils de lecteur (Boho-Romantico, Échevelé, Surnaturel, Mains-moites et Fouineur) amènent les jeunes à découvrir des coups de cœur lecture.

« Les jeunes nous ont souvent répété qu’ils savaient que la lecture était importante pour leur réussite scolaire, mais qu’ils ne savaient pas par où commencer ou bien qu’ils ne lisaient pas par manque de temps. AGOL permet de saisir l’opportunité d’apprendre à mieux connaître nos intérêts de lecture et à redécouvrir celle-ci sous toutes ses formes. », affirme Annie Grand-Mourcel, directrice générale du PREL.

« Sachant toute l’importance que revêt la compétence en lecture pour la réussite scolaire, c’est sans hésitation que le CRÉPAS se joint, pour une seconde édition, au mouvement original et positif que représente À GO, on lit! afin d’inciter les jeunes du Saguenay–Lac-Saint-Jean (SLSJ) à découvrir le plaisir de lire. », de compléter Isabel Auclair, directrice du Conseil régional de prévention de l’abandon scolaire au SLSJ.

À GO, on relance le mouvement partout au Québec... presque partout!

Cette idée originale a été créée par le PREL | *Les Partenaires pour la réussite éducative dans les Laurentides* avec la volonté d’aller à la rencontre des jeunes de 14 à 20 ans pour leur faire découvrir la lecture sous un autre visage. C’est sans aucune hésitation que les 15 régions du Québec ont emboîté le pas pour propulser cette initiative via tous les réseaux. Ainsi, les Instances régionales de concertation en persévérance scolaire et en réussite éducative, leurs partenaires respectifs, ainsi que le Réseau québécois pour la réussite éducative, relayeront les différentes publications permettant d’orienter les jeunes vers le site www.agol.ca pour y découvrir leur profil de lecteur. Cette édition se déroulera de la mi-octobre à la mi-décembre 2020 principalement sur les plateformes numériques.

« À GO, on lit! est né il y a seulement 3 ans et déjà nous ressentons un réel engouement pour ce mouvement auprès de la clientèle ciblée. Initiative de notre coin, devenue par la suite partagée chez nos voisins de Montréal, de Laval et de l’Outaouais, nous sommes tellement fiers que ce mouvement transcende maintenant le Québec tout entier. Susciter le plaisir de lire chez les jeunes est une responsabilité partagée. Allez, les profs, les parents, les partenaires, partagez



le mouvement et incitez vos jeunes adolescents et jeunes adultes à découvrir leur profil de lecteur et à s'engager dans cette belle énergie en ces temps particuliers. », affirme Sébastien Tardif, président du PREL.

À GO, on trace la voie pour la réussite de nos jeunes

À l'écoute des conseils des jeunes eux-mêmes, guidés par les partenaires de la réussite, en collaboration avec l'ensemble des régions du Québec et avec la participation financière du gouvernement du Québec, nous croyons avoir entre les mains les ingrédients susceptibles de créer une différence. C'est donc avec enthousiasme que l'ensemble des régions du Québec emboîtent le pas et contribuent à faire rayonner cette initiative sur tout le territoire québécois.

À GO, vous embarquez avec nous?

Site web: www.agol.ca

Instagram - [@agoonlit](https://www.instagram.com/agoonlit)

Facebook - [@agoonlit](https://www.facebook.com/agoonlit)

Youtube - [À GO on lit PREL](https://www.youtube.com/channel/UC...)

Un partenaire de choix – le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Nous tenons à souligner et remercier le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour le partenariat important permettant le déploiement du mouvement À GO, on lit! Cette initiative n'aurait pu voir le jour sans ce soutien financier. Merci.

À propos des Partenaires pour la réussite éducative dans les Laurentides

Le PREL est un organisme qui a pour mission de sensibiliser, de mobiliser et d'engager les jeunes, leur famille et l'ensemble des acteurs du milieu autour de la persévérance scolaire et de la réussite éducative. Le PREL couvre l'ensemble du territoire des Laurentides, soit 76 municipalités, 8 MRC, 5 Commissions scolaires francophones et anglophones, 2 Cégeps, 2 Universités, une population d'un peu plus de 592 000¹ personnes, dont 165 340 jeunes et adultes, âgés entre 0 et 24 ans. Pour plus d'informations, visitez le www.prel.qc.ca.

Pour en savoir plus sur le CRÉPAS, visitez le site Internet : crepas.qc.ca.

-30-

Source : Anne-Lise Minier, coordonnatrice des communications, CRÉPAS
(418) 547-2191 (6474) C (418) 697-0632
anne-liseminier@cegepjonquiere.ca

Pour toute information sur la participation du CRÉPAS à cette campagne, nous vous invitons à communiquer avec :

Mme Mireille Bouchard

Professionnelle en intervention, responsable À GO, on lit! – volet SLSJ

(418) 590-8955

mireillebouchard@cegepjonquiere.ca

Pour coordonner une entrevue sur la campagne nationale À GO, on lit!, nous vous invitons à communiquer avec :

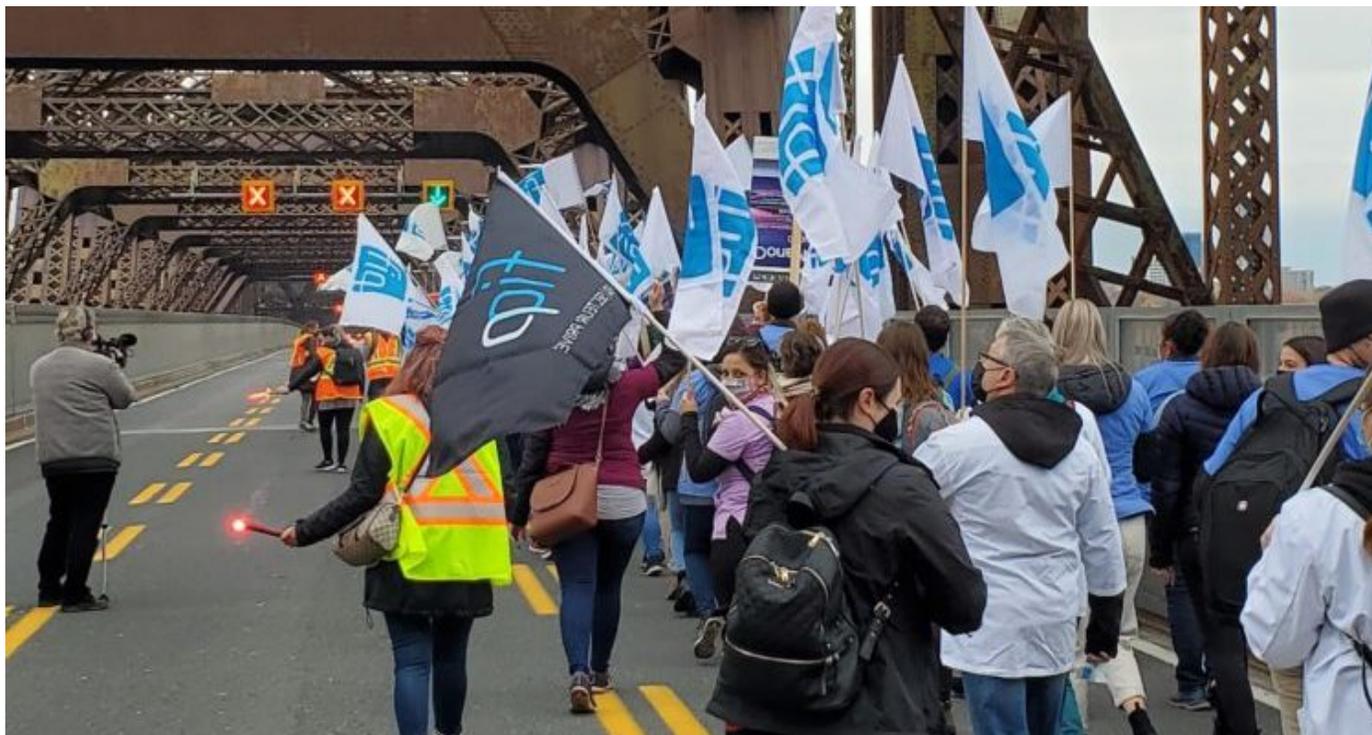
Mme Barbara Morin

Responsable des relations publiques pour À GO, on lit!

(514) 688-6525

bmorin@prel.qc.ca

¹ Source : Statistique Canada: Estimation démographique (série de février 2016) adaptée de l'Institut de la statistique du Québec.
<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=ER&Code1=2455&Geo2=CSD&Code2=2478055&Data=Count&SearchText=Laurentides&SearchType=Begin&SearchPR=01&B1=All>



Négociation des professionnelles en soins: des ponts de Québec et de Montréal pris d'assaut

19 OCTOBRE 2020 – Déterminées à faire entendre leurs demandes, les professionnelles en soins de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec – FIQ et celles de la FIQ | Secteur privé ont décidé de se

faire entendre en perturbant la circulation sur le pont de Jacques-Cartier à Montréal ainsi que sur le pont de Québec à Québec. « Tant au sens propre qu'au sens figuré, c'est un signal de détresse que nous lançons une fois de plus au gouvernement Legault. Au cours des derniers jours, nous avons été claires : le gouvernement retrouvera les professionnelles en soins où il n'a pas l'habitude de les voir. Nous n'avons plus d'autre choix. Depuis trop longtemps, et sur toutes les tribunes, nous répétons que l'épuisement a raison des professionnelles en soins et les pousse vers la maladie, la retraite ou la démission. Nous sommes à la table de négociation depuis des mois et nos propositions concrètes continuent d'être ignorées. Si nos mots ne sont plus entendus, nos actions, elles, devront

l'être. Aujourd'hui, nous voulons que tout le Québec sache que nous en avons assez, nos conditions de travail doivent changer », de déclarer Nancy Bédard, présidente de la FIQ.



En haussant le ton, les infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et perfusionnistes

cliniques ont voulu sensibiliser la population au manque de volonté du gouvernement dans la négociation de leur convention collective.

« Cependant, nous faisons le pari que la population comprendra que les professionnelles en soins veulent pouvoir exercer leur profession dans des conditions de travail humaines et sécuritaires. Les Québécois ont droit à un système de santé public où les soins et les services sont accessibles. Pour y arriver, cela passe indéniablement par l'amélioration des conditions de travail de celles qui sont au cœur de ce réseau », de souligner madame Bédard.

Rappelons que les demandes des infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et percussionnistes cliniques ont comme objectif de leur

permettre d'exercer pleinement l'ensemble de leurs compétences, dans des équipes de travail complètes et stables. Elles revendiquent le droit de pouvoir travailler quotidiennement avec une charge de travail sensée et des ratios professionnelles en soins patient-e-s.

Un appel au ministre de la Santé

Répondant aux demandes des déléguées réunies en conseil national extraordinaire quelques jours plus tôt, la présidente de la FIQ invite le ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, à un débat public portant sur l'état des conditions de travail des professionnelles en soins. « Comment se fait-il que nous soyons encore à l'étape de convaincre le gouvernement du bien-fondé de nos

demandes ? J'invite monsieur Dubé, sur le média de son choix, à une discussion franche qui permettra à la population de juger par elle-même de la question de la surcharge de travail, du temps supplémentaire obligatoire et du réaménagement des horaires de travail à temps complet. Il est maintenant temps que les vœux du ministre Dubé se transforment en actions concrètes », de conclure la présidente.

